



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

# GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM)

## LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

### Rapport spécial

**Gilbert ROGER** (France)  
Président, f.f.

095 GSM 20 F rév.2 fin | Original : français | 11 décembre 2020

## TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION – LA PROGRESSION DE LA COVID-19 DANS LA RÉGION MOAN ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES .....	1
II.	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES .....	3
III.	MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES .....	4
IV.	REFUGIÉS ET CONFLITS .....	5
V.	QUESTIONS DE GENRE .....	5
VI.	JEUNESSE .....	6
VII.	SITUATION DANS LES PAYS ET SOUS-RÉGIONS DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD .....	7
A.	IRAN .....	7
B.	ISRAËL, GAZA ET LA CISJORDANIE .....	9
C.	LIBAN .....	12
D.	JORDANIE .....	14
E.	LIBYE .....	15
F.	TUNISIE .....	16
G.	ALGÉRIE .....	16
H.	MAROC .....	17
I.	ÉGYPTE .....	18
J.	PAYS DU GOLFE .....	19
K.	IRAQ ET SYRIE .....	22
VIII.	CONCLUSIONS .....	23
	BIBLIOGRAPHIE .....	25

## **I. INTRODUCTION – PROGRESSION DE LA COVID-19 DANS LA RÉGION MOAN ET CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES**

1. La Covid-19 a fait sa première apparition dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) en janvier 2020, plus précisément dans les Émirats arabes unis (EAU). Au début, la région est parvenue à soustraire une vaste partie de son territoire à la propagation rapide du virus qui a frappé initialement l'Europe et les États-Unis. Mais on note depuis cet été une très nette recrudescence du nombre de cas signalés dans la région. Dans un premier temps, les inquiétudes se sont cristallisées sur les effets secondaires des arrêts d'activité liés à la maladie, la chute brutale des échanges commerciaux, l'effondrement des prix de l'énergie et l'annihilation quasi complète des secteurs des voyages et du tourisme. Mais au fur et à mesure que l'été avançait, c'est une véritable crise épidémiologique qui est venue frapper de nombreux pays de la région, tandis que les perspectives se sont dégradées sur les fronts tant de la santé que de l'économie.

2. Selon les estimations actuelles, l'économie régionale devrait se contracter de 5,7 % au moins en 2020, et un certain nombre de ces pays, en proie à des conflits, devraient enregistrer cette année un effondrement du PIB pouvant atteindre 13 %. En juillet, les actions arabes avaient chuté de 27 %, à la suite de l'effondrement des cours pétroliers et des fermetures d'entreprise sur les marchés des capitaux et d'actions. Ces tendances vont de toute évidence avoir de profondes répercussions sur la vie des populations dans la région. D'après les Nations unies, le nombre de personnes précarisées vivant dans le monde arabe pourrait augmenter de 14,3 millions pour atteindre globalement 115 millions. D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), 17 millions d'emplois à temps plein ont été perdus au cours du seul second trimestre 2020 (ONU, juillet 2020). Les jeunes et les femmes ont été particulièrement touchés par cette récession et les pertes d'emplois qui en ont résulté. Cela a de graves conséquences, non seulement pour la région, mais aussi pour l'Europe.

3. Dès le début du mois de mars 2020, alors que la menace se faisait de plus en plus ressentir, les gouvernements de la région ont commencé à mettre en place des vastes mesures d'endiguement, comme des restrictions aux déplacements et la fermeture des écoles, des usines et des magasins. Puis sont venues les fermetures de frontières, qui ont mis à mal les échanges commerciaux et les chaînes d'approvisionnement. Les lieux de culte ont suivi, tandis que plusieurs pays, s'appuyant sur des lois d'urgence, ont décidé d'imposer des mesures de quarantaine à leur population. Certains gouvernements, en minimisant la propagation du coronavirus, n'ont fait qu'accélérer la diffusion de celui-ci. La pandémie a exacerbé les effets néfastes de la violence et des conflits. Dans certaines sociétés de cette région déchirée par les conflits, les problèmes posés par l'épidémie ont été aggravés par les inégalités généralisées, le chômage massif, des réseaux de sécurité sociale peu développés, le mépris des droits humains et une mauvaise gouvernance (ONU, juillet 2020).

4. Si la pandémie a plongé dans la crise les pays les plus pauvres de la région, les pays du Golfe, mieux nantis, ont disposé des moyens, des infrastructures et de l'expertise nécessaires pour faire face à ces défis, tant sur le plan économique que sur celui de la santé publique. Ainsi, à l'heure où les commerces traditionnels arrêtent leurs activités, ils sont plus aptes à basculer en douceur vers une économie numérique et répondre ainsi aux besoins en services et en biens de consommation. Ces pays n'en sont pas moins confrontés à de graves problèmes à plus long terme inhérents à la pandémie, comme la chute spectaculaire des prix de l'énergie et la récession économique qui en résulte.

5. En effet, toute une gamme de nouvelles menaces sont apparues, qui pourraient compromettre la sécurité et le bien-être économique de cette région fortement hétérogène et déjà instable. Selon certains experts, cette crise, si elle se prolonge, pourrait avoir des conséquences

bien plus graves que celles du Printemps arabe, qui avait à l'époque engendré dans toute la région une chaîne disparate de soulèvements politiques, ceux-ci ayant contribué à déclencher trois guerres civiles catastrophiques – en Syrie, au Yémen et en Libye – et conduit à la chute des gouvernements égyptien, tunisien et algérien. La crise qui s'annonce aujourd'hui pourrait raviver la colère de l'opinion publique si les gouvernements se révélaient incapables de prendre les devants de la pandémie et d'en gérer efficacement les répercussions médicales, économiques et sociales. L'irruption d'une telle instabilité dans l'une ou l'autre partie de cette vaste région aurait de graves conséquences sur les plan humanitaire et sécuritaire, et mettrait directement en péril les intérêts transatlantiques en matière de sécurité.

6. Une grande partie des pays de la région MOAN ne disposent pas des moyens nécessaires pour gérer une pandémie. Leurs systèmes de santé sont précaires, leurs infrastructures insuffisamment développées et leur personnel soignant, en très net sous-effectif. Les dépenses de santé représentent 0,6 % du PIB au Yémen contre 4,6 % en Israël (Talbot, 2020). En l'absence de méthodologie sur la collecte de données pour que celles-ci soit un tant soit peu harmonisées et compte tenu des moyens inégaux dont disposent les États au sein de la région, on peut difficilement comparer les taux de décès et de contamination. Certains pays ne publient d'ailleurs même pas de statistiques sur le nombre de victimes de la Covid-19, et il n'existe pas, concernant son dépistage, de protocole uniforme à l'échelle de la région. Ces différentes lacunes entraînent un grave problème de transparence, ayant des conséquences néfastes sur les plans social, économique et de santé publique (Banque mondiale, 10 juin 2020). En règle générale, les pays plus riches sont largement mieux placés pour émettre des données fiables de santé publique, mener des campagnes de dépistage du virus et mettre en œuvre des réglementations efficaces en matière de santé publique. Les pays les plus déstabilisés se trouvent clairement dans une situation nettement moins enviable. Pour ne prendre qu'un exemple, le Yémen ravagé par la guerre et en butte à la pauvreté a tout simplement arrêté de publier des données tout laisse à croire que les contaminations à la Covid-19 dans ce pays sont en forte progression. La Syrie, la bande de Gaza fortement peuplée et la Libye se trouvent particulièrement démunies face à cette crise sanitaire.

7. Les pays membres de l'Alliance ainsi que des institutions comme l'Union européenne ont fourni des aides d'urgence là où elles étaient particulièrement nécessaires. Ainsi, certains Alliés ont offert un soutien à ces pays pour leur permettre de traverser cette période difficile. En août par exemple, l'Espagne a, dans le cadre d'un don plus important de fournitures médicales, expédié en Iraq d'importants volumes de produit désinfectant. Cet été, la Pologne a acheminé dans ce même pays des approvisionnements médicaux en grandes quantités, dont 1 000 litres de désinfectant et 50 000 masques. De son côté, la Turquie y a acheminé par voie aérienne diverses fournitures dont de nombreux masques, respirateurs et kits de test.

8. Les estimations relatives aux pertes macroéconomiques liées à cette crise ont fortement augmenté au cours des derniers mois. Au 4 septembre 2020, celles-ci étaient estimées à 7,5 % du PIB 2019 de toute la région MOAN. Les pertes prévues en termes de PIB ont été les plus élevées au Liban où, selon certaines estimations, elles avoisinent, pour 2020, 18 % du PIB enregistré en 2019. D'après les prévisions du Fond monétaire international, l'économie du Moyen-Orient élargi et de l'Asie centrale se contractera à raison de 4,1 % en 2020 (FMI, octobre 2020) et les lourdes conséquences de ce déclin seront essentiellement supportées par les groupes les plus vulnérables de la société (UNHCR, mars-août 2020). De fait, les effets de la pandémie sur le plan économique ont nettement aggravé la pauvreté, et la Banque mondiale dit craindre que les taux de pauvreté rapportés soient systématiquement sous-estimés (Banque mondiale, 2020).

## II. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

9. Les limitations pesant sur les déplacements et sur le travail, conjugués à l'effondrement de la demande locale et mondiale, ont entraîné une grave crise économique dans l'ensemble de la région. Les Nations unies ont indiqué que 52 millions de personnes vivant dans la région pourraient se retrouver confrontées, en conséquence, à une dénutrition. Selon Rola Dashti, secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) de l'ONU, « les conséquences de cette crise seront particulièrement graves pour les groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes adultes, ainsi que pour les travailleurs du secteur informel, qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale ou d'une assurance-chômage ». La région MOAN figurait déjà au nombre des régions du monde où les richesses sont le plus inégalement réparties et cette pandémie ne fera donc qu'aggraver les choses. Les populations appauvries sont plus vulnérables aux ravages causés par la maladie et les pays pauvres sont moins bien équipés pour y faire face (OCDE, 20 avril 2020). Les pays les plus fragiles et les plus démunis de la région sont désormais confrontés à de sérieux problèmes de fracture sociale, de récession et d'aggravation de l'instabilité politique. De ce point de vue, les communautés de réfugiés entassées dans des logements misérables et sans bénéficier d'un véritable accès à un système de santé adéquat sont particulièrement exposées.

10. Comme c'est généralement le cas lors des crises économiques mondiales, on a constaté un repli global vers des actifs financiers sûrs, ce qui a lourdement grevé les pays en développement. La région MOAN n'a pas été épargnée. Toutes les marchés d'actions de la région se sont effondrés tandis que les écarts de rendement des obligations connaissent une forte hausse. La région est censée couvrir en 2020 une dette souveraine d'un montant de 35 milliards de dollars. Pour atteindre cet objectif, les banques centrales de la région et les organismes prêteurs internationaux devront manœuvrer en souplesse.

11. Selon certaines estimations, les pays arabes pourraient enregistrer une baisse de 45 % des investissements étrangers directs en 2020 (MEMO, 19 mars 2020). Il est prévu que les recettes fiscales provenant des taxes indirectes diminuent de 20 milliards de dollars, dont 5 milliards au titre des droits à l'importation. Les déficits budgétaires publics passeront vraisemblablement de 2,9 % en 2018 à 10 % en 2020, forçant les pays à endosser un endettement d'autant plus lourd. Le ratio dette publique/PIB, qui atteignait déjà 91 % en 2019 devrait augmenter pour s'établir à 115 % en 2020. Dans le cas du Liban, ce chiffre atteindra 151 % du PIB. Supporter un tel niveau d'endettement va de toute évidence s'avérer extrêmement difficile. D'après les estimations des Nations unies, les exportations de la région pourraient enregistrer une chute de 88 milliards de dollars, en raison notamment de la chute des recettes pétrolières et gazières. La baisse des importations se répercutera sur les recettes douanières tandis que le recouvrement des impôts se contractera, réduisant la capacité de certains États de la région déjà aux abois à financer les services de base précisément là où ils sont les plus nécessaires (MEMO, 24 avril 2020 ; ONU, juillet 2020).

12. Les mesures d'endiguement et de confinement ainsi que la chute de la demande ont eu des retombées sur le secteur commercial. Les voyages et le tourisme occupent une place importante dans l'économie de pays comme la Jordanie, l'Égypte, la Tunisie, le Liban, Israël, les EAU et le Maroc, mais génèrent également des recettes pour l'Iraq, l'Iran et l'Arabie saoudite, dont les lieux saints drainent chaque année des millions de musulmans. Or, la crise ayant frappé le secteur des voyages, les échanges ont été bouleversés par l'arrêt de toute activité commerciale, avec pour résultat une fragilisation des chaînes d'approvisionnement internationales. La Chine représente un chaînon important du secteur manufacturier de la région MOAN, et sa mise à l'arrêt aux premiers jours de la pandémie a eu des retombées directes pour de nombreuses entreprises de la région. Les importations de la région MOAN se sont effondrées tandis que les gouvernements, inquiets à la perspective de pénuries en produits alimentaires et en fournitures médicales critiques, imposaient des interdictions d'exportation sur ce même type de produits. Il se pourrait que la crise

amène certaines entreprises à réduire les distances entre lieux de fabrication et marchés primaires, avec pour résultat une restructuration mondiale des chaînes d'approvisionnement. Vu la proximité de la région avec les grands marchés européens, une telle perspective pourrait s'avérer intéressante à long terme (OCDE, 20 avril 2020).

13. Pour une grande partie de la région, les marchés du travail sont précaires et informels. C'est du moins le cas pour les nombreuses personnes ne travaillant pas directement dans le secteur public ou pour de grandes entreprises. Les salaires sont le plus souvent moins élevés dans le secteur informel, où les travailleurs ne bénéficient pas de la protection sociale et des assurances couvrant les individus employés dans le secteur formel. La propagation de la Covid-19 et les confinements ont donc prélevé un lourd tribut sur ces travailleurs-là, dans l'ensemble de la région. Ils ont été nombreux à perdre leurs emplois et n'ont guère accès à d'autres sources de revenus. Le problème, ici, n'est pas seulement humanitaire ; il fait peser un véritable risque sur la stabilité sociale et politique.

### III. MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES

14. Au début de la pandémie, la Russie et l'Arabie saoudite ont entamé des pourparlers en vue de réduire l'offre de pétrole ce qui, sur fond de récession et donc de chute de la demande mondiale, aurait permis de soutenir les prix. Ces négociations n'ont pas abouti et, dans un premier temps, les deux pays ont déclenché une guerre des prix qui a fait chuter ces derniers au niveau le plus bas jamais atteint depuis 2003 (Alterman, 28 avril 2020). Même si les deux parties se sont finalement accordées, quelques semaines plus tard, sur une diminution des livraisons, le mal était fait et les prix, à la suite d'une offre surabondante couplée à des installations de stockage insuffisantes, sont tombés à près de zéro sur certains marchés pétroliers. Les pays exportateurs de pétrole de la région – l'Arabie saoudite, les EAU, le Koweït, l'Iran et l'Iraq – ont essuyé une chute vertigineuse de leurs recettes à l'heure où leurs gouvernements devaient précisément dépenser davantage pour répondre aux besoins de base des citoyens. Il faudra plusieurs mois pour corriger ce déséquilibre du marché, et ce, même lorsque les perspectives économiques mondiales auront commencé à se redresser.

15. Les perspectives économiques de la région MOAN sont étroitement liées à l'avenir des marchés énergétiques. Des prix élevés sur le marché mondial bénéficient en premier lieu aux pays producteurs. Si les pays de la région pauvres en ressources énergétiques se retrouvent parfois les victimes d'une montée en flèche de ces prix, ils n'en bénéficient pas moins, directement et indirectement, de la prospérité de leurs voisins exportateurs d'énergie mieux nantis. Des millions de leurs citoyens travaillent en effet dans ces pays et transfèrent une partie de leur salaire chez eux. Pour la Jordanie, l'Égypte et le Liban, ces transferts de fonds représentent approximativement 10 % du PIB, de sorte que le recul enregistré dans les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) n'a pas tardé à faire sentir ses effets sur leurs économies respectives, conséquence de la diminution de ces transferts, des échanges commerciaux et de l'aide extérieure (Alterman, 28 avril 2020). Les revenus tirés de l'énergie soutiennent le commerce dans la région, ainsi que l'assistance et les autres transferts de ressources au bénéfice des pays plus pauvres. La stabilisation des cours du pétrole à 40 dollars/baril environ en novembre a au moins permis de rétablir une certaine confiance – même si ce chiffre reste relativement bas comparé à la moyenne des années 2018 et 2019 (73 et 64 dollars/baril respectivement) (*US Energy Information Administration*, 7 janvier 2020).

#### IV. REFUGIÉS ET CONFLITS

16. Les pays de la région en proie à des conflits sont particulièrement exposés aux ravages de la pandémie. Au Yémen et en Syrie, les infrastructures sanitaires publiques, hôpitaux compris, ont été prises pour cibles par les combattants. Ces deux pays confrontés à une situation sanitaire déplorable étaient donc d'emblée vulnérables aux épidémies en raison de l'effondrement des infrastructures de santé publique, d'un accès difficile de leurs populations aux soins de santé, de la dénutrition, de l'absence d'eau potable et de la pénurie de personnel médical suffisamment formé.

17. La capacité des immenses communautés de réfugiés et de personnes déplacées vivant dans la région MOAN à faire face à la contamination suscite de plus en plus d'inquiétude, sachant que ces populations sont souvent confrontées à des conditions de vie extrêmement précaires, au manque d'hygiène et à l'entassement. Les communautés démunies sont plus exposées aux ravages de la maladie et moins bien armées pour y faire face. Or, la Syrie, l'Iraq, la Libye et le Yémen ainsi que plusieurs pays du Sahel sont confrontés à d'énormes déplacements de populations à l'intérieur de leurs frontières, tandis que le Liban, la Turquie et la Jordanie accueillent une foule de réfugiés majoritairement originaires de Syrie.

18. À l'automne 2020, alors que l'épidémie se répandait dans certaines de ces communautés, la vulnérabilité des quelque 15 millions de réfugiés et de déplacés internes présents dans la région au sens large a commencé à devenir manifeste. En septembre, les taux de contamination sont montés en flèche parmi les réfugiés présents en Syrie, en Iraq, au Liban et en Palestine. Avant l'arrivée de la pandémie, il était déjà devenu plus difficile, au Liban et Jordanie, de répondre aux besoins des réfugiés en raison de pénuries de fournitures et de services médicaux. Cette situation avait entraîné une montée des tensions sociales (Chulov, 2020).

19. Confrontés à la dégradation des conditions de vie des leurs populations, certains gouvernements, soumis à la pression de leur population, pourraient en venir à réduire l'aide apportée aux réfugiés. Ainsi, au Liban, certaines autorités locales ont suggéré que les réfugiés installés dans leurs communautés ne puissent plus compter que sur le soutien de bailleurs internationaux. La situation est particulièrement difficile dans le nord-ouest de la Syrie, où de très nombreux réfugiés vivent dans des conditions particulièrement précaires, au cœur des conflits. Pas moins de 65 % des habitants de cette région ont fui leurs domiciles, les services médicaux y sont réduits au strict minimum et très peu de tests de dépistage pour la Covid-19 y ont été distribués (Chulov, 2020).

20. La communauté internationale s'emploie à réagir à cette situation en débloquant des fonds d'urgence et en instaurant une série de mesures destinées à protéger les réfugiés face à la propagation de la maladie. Le haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) a lancé un appel urgent en vue d'appuyer ces efforts et opère dans certains camps, notamment à Zaatari et à Azraq, en Jordanie, pour sensibiliser les responsables et les résidents aux mesures de protection destinées à limiter la propagation de la Covid-19. Mais une proportion bien plus importante des réfugiés présents dans la région ne vivent pas dans des camps officiels. Ils sont eux aussi vulnérables, n'ont souvent pas accès aux réseaux apportant une aide de base et vivent en ville, dans des quartiers dangereusement surpeuplés. Ces communautés exposées éprouvent également de grandes difficultés à obtenir des informations essentielles (Carpi, 2020).

#### V. QUESTIONS DE GENRE

21. Avec la Covid-19, la situation s'est également détériorée sur le front de la discrimination sexuelle, un problème social chronique dans la région MOAN. Même si les hommes sont physiquement plus vulnérables à la maladie, les femmes sont plus exposées à ses retombées

socioéconomiques. Particulièrement présentes dans le secteur des soins de santé d'urgence dans la région, elles courent plus fréquemment le risque d'être contaminées. La fermeture des écoles leur impose un fardeau supplémentaire. Les femmes sont par ailleurs sur-représentées dans toute une série d'environnements vulnérables, en particulier le travail informel et les communautés de réfugiés. Elles sont en butte à des discriminations systématiques à l'emploi dans une grande partie de la région, et représentent la majorité des chômeurs. En raison de normes sociétales discriminatoires, leur taux de participation au marché formel du travail est le plus faible au monde (20 %). Elles sont entrées dans la crise actuelle alors qu'elles subissaient déjà des conditions relativement précaires, qui n'ont fait que se détériorer avec l'extension de l'épidémie (OCDE, 10 juin 2020).

22. Les femmes gagnent en moyenne 78,9 % de moins que les hommes au prorata du nombre d'habitants, et pourraient perdre jusqu'à 700 000 emplois dans la région MOAN. Les travailleuses sont particulièrement vulnérables en cas de récession dans le secteur informel, où elles représentent 61,8 % de l'emploi (ONU, juillet 2020). Leur charge de travail est d'autant plus lourde que ce sont elles qui s'occupent en priorité des enfants ne pouvant fréquenter l'école à cause des confinements. On note toutefois avec satisfaction que plusieurs gouvernements de la région ont formulé des politiques tenant compte de la dimension de genre pour faire face à ces difficultés exceptionnelles. D'après les estimations de la Banque mondiale, parvenir à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes sur la durée de vie de la génération actuelle des femmes en âge de travailler dans la région MOAN permettrait de générer quelque 3 100 milliards de richesse supplémentaire (Banque mondiale, 30 mai 2018).

23. Depuis l'apparition de la pandémie et la mise en place des confinements à grande échelle, les chiffres de la violence conjugale ont explosé. Ce phénomène a, par ailleurs, été constaté partout dans le monde, y compris en Occident. L'imposition d'un confinement dans les quartiers où des familles nombreuses vivent dans des logements exigus sans véritable présence des services sociaux de l'État est encore venue aggraver les choses (OCDE, 10 juin 2020). Même si les filles et les femmes de la région disposent d'un meilleur accès à l'éducation depuis quelques années, la pandémie a engendré une augmentation du taux d'abandon scolaire parmi celles-ci. L'accès aux outils et aux conditions indispensables à un apprentissage à distance pose de graves problèmes en général, mais ici également, les femmes se retrouvent parfois dans des conditions plus difficiles – responsabilités des soins des enfants, accès difficile à l'informatique et à une connexion internet, et manque de la tranquillité indispensable pour pouvoir étudier à la maison.

## **VI. LA JEUNESSE**

24. D'un point de vue démographique, la région MOAN abrite des populations très jeunes, et les individus n'ayant pas atteint la trentaine sont particulièrement résistants aux formes les plus graves de la Covid-19. En revanche, la pandémie confronte les jeunes à des problèmes socioéconomiques plus lourds. Le chômage des jeunes dans la région n'est pas passé sous la barre des 25 % depuis un quart de siècle, alors que la moyenne mondiale s'établit à 13 % (Kumar, 2020). Le Printemps arabe a été l'expression, en partie, du profond mécontentement de la jeunesse face aux systèmes politiques et économiques de la région. Les jeunes militants accusaient les élites au pouvoir de les priver systématiquement d'opportunités économiques et de tribunes d'expression politique appropriées. Depuis lors, le problème n'a fait que s'aggraver. En 2019, la région MOAN présentait le niveau le plus élevé de chômage des jeunes, même si les chiffres varient considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, le Qatar, avec 0,4 % présente le taux le plus faible au monde, contre 50 % – le second taux le plus élevé au monde – pour la Libye (MEMO, 12 septembre 2020).



25. Même si les confinements ont pour un temps apaisé les manifestations de rues dans plusieurs pays, l'urgence sanitaire et économique actuelle, et la récession économique qui en résulte, risquent d'attiser le sentiment d'aliénation de la jeunesse. Dans une grande partie de la région, la société civile n'est pas suffisamment structurée, et avec les restrictions pesant sur la liberté d'expression, les jeunes éprouvent les pires difficultés à faire entendre leurs doléances et à œuvrer à des solutions à partir des cadres juridiques existants. Cette dynamique se trouve notamment à l'origine de l'instabilité chronique qui règne dans la région, et a joué un rôle déterminant dans les soulèvements arabes de 2011 (Kumar, 2020). Le problème, aujourd'hui, tient au fait que l'urgence en matière de santé publique et la récession pourraient être utilisées dans certains pays comme prétexte par les uns ou les autres, soit pour susciter des manifestations de mécontentement soit pour instaurer des campagnes de répression. Il y a ici, indéniablement, un subtil équilibre à trouver et la situation varie énormément d'un pays et d'une sous-région à l'autre. Un regain de la répression dans certains pays risque de compromettre la légitimité des élites au pouvoir et de faire le lit de troubles civils et politiques dans le futur.

## VII. LA SITUATION DANS LES PAYS ET SOUS-RÉGIONS DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD

26. Les ripostes des gouvernements à la crise déclenchée par la Covid-19 dans la région MOAN sont très diverses, tout comme les réactions du public face aux mesures prises. Même si tous partagent les défis inhérents à la pandémie, le sort des pays les plus fragiles cumulant systèmes de soins de santé défaillants, finances publiques précaires, défaut de légitimité et instabilité intérieure est préoccupant. Le présent rapport fait donc le point sur la situation dans les différents pays de la région.

### A. IRAN

27. Au printemps dernier, l'épicentre de la crise sanitaire qui sévissait dans la région se situait en Iran. Au 9 novembre 2020, ce pays recensait 692 949 contaminations pour 38 749 décès (Worldometer, Iran). Avec le nombre le plus élevé de cas confirmés et de décès dans la région MOAN, l'Iran occupe la 13<sup>e</sup> place dans le classement mondial des pays les plus touchés par la pandémie (OMS, 2020). L'apparition du virus en Iran tient peut-être aux liens étroits que ce pays entretient avec la Chine, l'un de ses rares partenaires économiques. Pour cette raison, les autorités iraniennes se sont montrées, dans un premier temps, peu enclines à restreindre les échanges commerciaux avec la Chine ainsi que les déplacements vers ce pays et en provenance de ce dernier. On estime par ailleurs que les élections législatives du 21 février ont attiré des millions d'Iraniens dans les bureaux de vote, ce qui aurait aussi contribué à la propagation du virus.

28. Le gouvernement iranien a commencé par assurer que la maladie était une « simple grippe » (Zimmt et Fadlon, 2020). Des informations erronées sur les bienfaits de médicaments alternatifs ont largement circulé, peut-être parce qu'elles conseillaient la prise de substances de remplacement bon marché – quoiqu'inefficaces – en lieu et place de remèdes rares et onéreux (*The Economist*, 12 avril 2020). L'ayatollah Ali Khamenei lui-même s'est fait le chantre des médicaments alternatifs dans le but de limiter les importations de produits occidentaux. Afin de faire oublier sa propre incapacité à gérer la crise, le régime a décrété au départ que le virus était une arme biologique conçue par les États-Unis (RFE/RL ; Al Arabiya, Tass, 2020). Ces tergiversations en début de crise ont résulté en de nombreux décès. Des centaines d'Iraniens ont succombé après avoir bu de l'éthanol qui, selon la rumeur, éradiquait le virus (*The Economist*, 12 avril 2020).

29. Le capital confiance du régime était déjà faible en raison de la répression de manifestations dans un passé récent, du taux de chômage élevé et de la dissimulation de la destruction d'un

avion de ligne ukrainien abattu en plein vol par les forces armées iraniennes le 8 janvier 2020. Tandis que les politiciens et responsables de haut rang, en réponse à la propagation de la maladie, se mettaient en quarantaine, la population a continué à travailler. Tant du point de vue de l'ampleur de la contagion que du nombre de morts dans le pays, les statistiques officielles sur la maladie sont probablement en-deçà de la réalité. Au 25 mars 2020, la crise de la Covid-19 avait officiellement fait 2 077 morts et contaminé 27 017 personnes dans le pays, mais l'OMS a laissé entendre que le nombre de morts pouvait être cinq fois plus élevé. La riposte défailante du gouvernement à la pandémie pourrait conforter les partisans d'un changement politique dans leurs revendications de plus en plus poussées.

30. Dans sa lutte contre la maladie, l'Iran se débat également avec des problèmes structurels, notamment une capacité en lits de soins intensifs limitée à 8 212 unités (OCDE, 29 avril 2020). Le gouvernement a transformé des stades en centres d'isolement (*The Economist*, 12 mars 2020), et les forces armées ont mis sur pied des installations médicales ainsi que des salles d'isolement. Les usines d'armements produisent aujourd'hui des équipements de protection individuelle, des bouteilles d'oxygène et des lits d'hôpital (Perteghella, 2020). Il est évident que la riposte chaotique opposée par le pays à la pandémie tient en partie aux dissensions au sein du gouvernement (Fassihi, 2020) – le guide suprême contrôle en effet les forces armées tandis que l'administration civile est dirigée par le président élu. Les autorités ont trop attendu pour fermer la ville de Qom où la maladie était apparue en premier lieu, vraisemblablement hésitant en raison de son statut de ville sainte. Alors que l'ayatollah Ali Khamenei avait ordonné aux forces armées d'imposer des couvre-feux, le président Rohani s'est montré opposé à cette idée dans un premier temps. Déjà en butte aux sanctions internationales et après des décennies d'une politique économique discutable, l'État iranien ne dispose clairement pas des ressources économiques et financières nécessaires pour venir en aide aux millions de personnes en quarantaine.

31. Le 5 mars 2020, le président Rohani imposait finalement des restrictions à certaines activités économiques et annonçait la fermeture des centres commerciaux, des marchés et des centres culturels. Le gouvernement a également fermé les écoles et les universités et ajourné plusieurs grandes fêtes religieuses. Le 25 mars, l'État imposait des restrictions aux déplacements des véhicules et des personnes (Zimmt et Fadlon, 2020). Ce confinement partiel prévoyait aussi la fermeture de tous les commerces non essentiels et la suspension des déplacements entre provinces. Afin de réduire la propagation du virus dans les prisons, le régime a provisoirement relâché 85 000 détenus et en a gracié 10 000 autres (Geranmayeh, 2020).

32. Le régime a cherché à trouver un équilibre entre la lutte contre la pandémie et le maintien d'une économie viable. Le 8 avril 2020, il a annoncé que deux tiers des entreprises « à faibles risques » reprendraient leurs activités le 18 avril, sauf dans la province de Téhéran. Il a également approuvé des compléments de revenus pour 3 millions d'Iraniens parmi les plus défavorisés et octroyé des prêts sans intérêt à quelque 4 millions de personnes sans revenus (Zimmt et Fadlon, 2020). Les autorités iraniennes ont par la suite suspendu pour trois mois le paiement des cotisations d'assurance-santé, des impôts et des prestations de services publics. Pour la première fois depuis la Révolution islamique, il s'est tourné vers le FMI pour solliciter un prêt de 5 milliards de dollars destiné à financer la lutte contre la pandémie. De son côté, l'Union européenne a approuvé un train de mesures d'aide humanitaire de 20 millions d'euros pour l'Iran.

33. Loin de donner suite aux demandes de levée, pour la durée de la pandémie, des sanctions prises contre l'Iran, l'administration Trump a infligé des sanctions supplémentaires à des entreprises iraniennes du secteur énergétique à la suite des attaques contre des troupes américaines en Iraq menées le 11 mars 2020 par des mouvements agissant pour le compte de Téhéran (Clarke et Tabatabai, 2020). Les affrontements sur le territoire iraquien entre ces mouvements et les forces armées américaines se poursuivent à l'heure actuelle.

## B. ISRAËL, GAZA ET LA CISJORDANIE

34. Les premiers cas de Covid-19 en Israël ont été signalés à la fin du mois de février, juste avant les élections générales. Les autorités ayant réagi rapidement, le système hospitalier n'a pas été submergé par un afflux de patients atteints par la maladie dans un premier temps. Israël est relativement isolé dans la région, de sorte que les mouvements transfrontaliers de personnes sont assez faciles à contrôler. Indépendamment des mesures d'auto-confinement, de la fermeture des lieux publics et des restrictions appliquées aux déplacements et aux activités commerciales, le gouvernement israélien a publié tout une série de règlements d'urgence dont certains ont suscité la controverse. Ainsi, le service de sécurité intérieure israélien (le *Shin Bet*) a été secrètement habilité à utiliser des technologies avancées de surveillance pour suivre les mouvements des personnes et garantir ainsi le respect de ces règles.

35. Ces mesures ont initialement contribué à contenir la maladie et au 15 juin 2020, le pays n'avait enregistré que 302 décès pour une population de 9 millions d'habitants (Johns Hopkins, 2020). Malheureusement, les chiffres sont depuis lors montés en flèche. À l'instar de ce qui s'est passé dans de nombreux pays européens, une fois la courbe aplatie, en mai dernier, Israël a autorisé la réouverture des salles de sport et des restaurants et la tenue de grands rassemblements. En Israël comme ailleurs, ces décisions ont entraîné un effet boomerang et le virus s'est propagé sans répit dans un environnement à nouveau ouvert. Il s'en est suivi une augmentation rapide des taux d'occupation des hôpitaux israéliens. À la fin de l'été, le nombre de contaminations avait grimpé pour atteindre le seuil des 3 000 cas quotidiens, soit le taux par habitant le plus élevé au monde (i24 News, 2020). Confronté à un taux croissant de contaminations, le gouvernement a décidé, le 7 septembre, de rétablir dans 40 villes des mesures strictes de manière à infléchir la tendance, à savoir limitation des déplacements, instauration de couvre-feux et fermeture des écoles et des entreprises non essentielles. Fin septembre 2020, et alors que le nombre de cas continuait de grimper, des restrictions supplémentaires ont été édictées. Israël est donc le premier pays développé à avoir imposé un second confinement (BBC, 25 septembre 2020). Au 9 novembre 2020, Israël comptabilisait 319 562 cas et 2 674 décès (Worldometer, Israël).

36. Au vu de ses répercussions économiques évidentes, le confinement a rencontré une certaine résistance au sein de la société israélienne. Plusieurs manifestations publiques ont été organisées contre les mesures prises par le gouvernement. Une période de contraction s'annonce pour l'économie israélienne et ce, pour la première fois depuis deux décennies, après une longue période de croissance ininterrompue qui avait permis de réduire le chômage de moitié et de sabrer dans la dette publique. Huit cent mille Israéliens se retrouveraient actuellement sans travail et cette situation alimente le mécontentement à l'encontre de la classe politique (Halbfinger, 13 août 2020). D'après les projections de l'OCDE, l'économie israélienne devrait connaître une contraction de 6 % en 2020, sachant toutefois qu'elle pourrait néanmoins retrouver une croissance de 2,9 % en 2021 (OCDE, 23 septembre 2020).

37. La dynamique à l'œuvre dans la Bande de Gaza est très différente. L'isolement géopolitique de cette enclave surpeuplée a probablement retardé l'apparition de la maladie. Les deux premiers cas de Covid-19 n'ont été confirmés qu'à la fin du mois de mars, deux semaines après que l'Autorité palestinienne eut signalé les premières contaminations en Cisjordanie et décrété l'état d'urgence. Gaza est particulièrement vulnérable tant à la pandémie qu'à ses retombées économiques. La maladie accentue aujourd'hui la crise humanitaire qui fait rage dans l'enclave depuis déjà des années. Avant la pandémie, 54 % de la population vivaient en-deçà du seuil de pauvreté et les niveaux d'insécurité alimentaire avaient atteint 71 % (Observatoire euro-méditerranéen pour les droits de l'homme, 2020). Avant même le début de la crise, l'OMS avait lancé une mise en garde relative au système de soins de santé à Gaza, qu'elle décrivait comme « au bord de l'effondrement » (Lovatt, 7 avril 2020). La densité de population de l'enclave, des

établissements de soins de santé déjà sollicités à l'excès, des pénuries chroniques de médicaments et l'absence de matériels indispensables ont rendu son système extrêmement vulnérable. Gaza a pris pied dans la crise avec seulement 87 lits de soins intensifs et 20 médecins formés à la gestion d'une telle épidémie (Imbert, 2020 ; OCDE, 2020). De surcroît, la chute vertigineuse de la qualité de la vie a fragilisé une résilience sociétale déjà mise à mal, entre autres, par les récurrentes pénuries d'eau et les installations inadéquates de traitement des eaux usées (*Crisis Group Middle East*, 2020).

38. Les camps de réfugiés palestiniens suscitent de vives inquiétudes. Les premières craintes sont apparues le 24 août, lorsque les tests effectués sur quatre membres d'une même famille vivant dans le camp de réfugiés de In Al Maghazi se sont révélés positifs. À partir de là, les cas se sont multipliés : 98 nouvelles contaminations ont été signalées au début du mois de septembre, amenant le total des cas enregistrés à 581. Les autorités de la bande de Gaza ont imposé une quarantaine stricte en décrétant un confinement total de 48 heures sur tout le territoire de l'enclave. Les établissements d'enseignement avaient réouvert le 8 août, mais il a fallu rapidement interrompre l'année scolaire et 600 000 étudiants se sont retrouvés confinés dans leurs foyers. Dans le même temps, à la suite de tensions entre le Hamas et Israël, le gouvernement Netanyahu a décidé de stopper les livraisons de carburant à Gaza, entraînant ainsi une pénurie d'électricité. Les tensions se sont encore accentuées quand le Hamas, après avoir lancé des ballons incendiaires, a essuyé des frappes aériennes israéliennes.

39. D'après le ministre de la santé de l'Autorité palestinienne, le nombre de cas de Covid-19 en Cisjordanie occupée, à Jérusalem-Est et à Gaza s'établissait à 13 457 à la fin du mois de juillet, après une remontée très nette du nombre de cas au cours de la deuxième quinzaine de ce mois. Le taux de reproduction en Cisjordanie atteignait alors 1,58, ce qui signifie que deux personnes contaminées étaient susceptibles de transmettre le virus à trois autres individus. Au départ, le taux de contamination dans ces territoires était assez faible et, lorsqu'en réponse à des manifestations, l'Autorité palestinienne a assoupli le premier confinement à la fin du mois de mai, on comptait moins de 130 cas confirmés de contaminations au coronavirus. La hausse des chiffres en juillet a entraîné un reconfinement partiel (Husseini, 2020).

40. La majorité des cas signalés étaient concentrés dans la ville méridionale d'Hébron, mais le nombre de cas rapporté est sous-estimé en raison du nombre relativement bas de tests réalisés. Un responsable a indiqué qu'à la fin du mois de juillet, le nombre de tests effectués s'élevait à 35 000 par million d'habitants environ, contre 490 000 dans les EAU, par exemple (Husseini, 2020). Alors qu'au début, de nombreux cas observés permettaient de remonter à des individus travaillant en Israël, la majorité des contaminations sont aujourd'hui le résultat de transmissions au sein même de la communauté.

41. Le 26 mars 2020, l'Autorité palestinienne a publié un plan national de lutte contre la Covid-19 qui énonçait des mesures sanitaires, économiques et sociales destinées à atténuer l'impact de la pandémie. Les autorités ont imposé des mesures de confinement et un couvre-feu, la fermeture des écoles, des universités et des bâtiments publics ainsi que des restrictions des déplacements d'une ville à une autre. Des installations de quarantaine et de traitement ont été mises en place dans plusieurs gouvernorats de Cisjordanie, tandis que les capacités des laboratoires publics étaient renforcées (OCDE, 20 avril 2020).

42. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), même si le nombre de cas détectés reste relativement faible pour l'instant, on doit s'attendre, en cas d'augmentation significative des chiffres, à ce que le système de santé palestinien se retrouve en mauvaise posture, en conséquence des problèmes structurels et des pénuries de fournitures essentielles. Même si l'ampleur de la pandémie restait limitée, ses conséquences financières pourraient être fatales pour les Territoires palestiniens, et notamment pour Gaza. La Cisjordanie

est certes mieux préparée que Gaza pour faire face à une crise (Tzoreff et Michael, 2020), mais son propre système de santé souffre d'années d'investissements insuffisants et d'une pénurie de personnels et de matériels essentiels, comme des kits de test (OCDE, 20 avril 2020). En mai 2020, les hôpitaux de Cisjordanie ne disposaient que de 205 respirateurs.

43. Les mesures d'urgence de l'Autorité palestinienne destinées à endiguer la propagation de la Covid-19, et notamment l'imposition d'un confinement total, ont eu des répercussions très négatives sur l'activité économique. Les 100 000 à 130 000 travailleurs palestiniens se rendant régulièrement en Israël ou dans les colonies israéliennes en ont été empêchés (El-Halabi, 2020). Cette situation a porté un coup très dur à l'économie palestinienne, car ces travailleurs relativement bien payés et leurs familles interviennent à hauteur d'un tiers dans la consommation des ménages en Cisjordanie (Banque mondiale, 16 avril 2020). Dans ce territoire, production, consommation et investissements sont tombés en chute libre, essentiellement dû aux conséquences du confinement pour les secteurs du tourisme et de l'éducation ainsi que pour la plupart des secteurs commerciaux et des services (Khalidi, 2020).

44. Selon la Banque mondiale, après trois années de croissance du PIB à raison d'une moyenne annuelle de 2 %, l'économie des Territoires palestiniens devrait connaître une contraction de 8 %, ce chiffre étant toutefois fonction de la durée d'application des mesures restrictives et de l'évolution de la situation en Israël. Le déficit budgétaire qui en résultera pour l'Autorité palestinienne limitera les moyens dont dispose le gouvernement pour continuer d'assurer certains services, prodiguer une assistance économique immédiate et financer les mesures à plus long terme destinées à stimuler la reprise économique. Le ministre des finances a annoncé dernièrement que le remboursement de la dette sera ajourné. La Banque mondiale prévoit actuellement une croissance du PIB de 2,5 % en 2021, mais indique aussi que l'activité ne sera pas tout à fait revenue à la normale avant le second semestre 2021. Le taux de pauvreté devrait rester bloqué aux alentours de 27,5 % en 2021 (Banque mondiale, *Palestinian Update*, octobre 2020).

45. Plus tôt dans l'année, le coordonnateur spécial de l'ONU, Nikolai Mladenov, a mis en garde le Conseil de sécurité en ces termes : « Si les tendances actuelles persistent, les dégâts économiques qui en résulteront compromettent l'existence même de l'Autorité palestinienne » (OCHA, 2020). Cependant, il a également annoncé qu'en dépit de la persistance des tensions, les principaux protagonistes politiques – le Hamas, l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien – coopéraient pour venir à bout de la Covid-19. Dans le prolongement de la création d'un centre d'opérations conjointes, les autorités de Tel-Aviv et l'Autorité palestinienne coordonnent étroitement leur riposte et leurs mesures de confinement (ONU info, 18 avril 2020). Dans le cadre d'une initiative pratique montrant à quel point, finalement, le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne dépendent l'un de l'autre, les deux parties ont annoncé le 17 mars dernier la conclusion d'un accord autorisant des dizaines de milliers de résidents cisjordaniens travaillant en Israël à s'installer sur le territoire de ce pays. Par ailleurs, le responsable du gouvernement israélien pour la coordination des activités gouvernementales dans les Territoires (COGAT) a fait le nécessaire pour que des équipes médicales palestiniennes puissent bénéficier de formations, tandis que le ministère israélien de la santé a offert plus d'un millier de kits de test à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. À Ramallah, malgré les tensions qui les opposent de longue date, le Hamas et l'Autorité palestinienne ont coopéré via les bons offices de l'OMS et de l'UNRWA (Imbert, 2020).

46. L'Autorité palestinienne a assoupli les sanctions contre le gouvernement de Gaza, dominé par Hamas, et celui-ci collabore de manière limitée avec Israël pour contenir la propagation du virus. Ainsi, Israël a expédié des kits de dépistage de ses forces armées dans les Territoires palestiniens (OCHA, 2020) et a accepté de faciliter l'accès de l'aide internationale à Gaza (ministère israélien des affaires étrangères). S'il n'a pas fourni une aide considérable à la bande de Gaza, Israël reconnaît néanmoins les responsabilités humanitaires qui sont les siennes dans la

région, et ce en dépit du conflit. Le 23 avril 2020, le coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Proche-Orient a pressé les dirigeants israéliens et palestiniens de mettre à profit cette coopération pour avancer sur la voie de la paix (ONU Info, 23 avril 2020). Une escalade du conflit avec le Hamas au mois d'août a toutefois amené Israël à resserrer le blocus.

47. Plusieurs organisations internationales et gouvernements apportent une aide financière et médicale aux Palestiniens. En avril, l'Union européenne a mis en place un train de mesures d'assistance d'une valeur approximative de 71 millions d'euros, en plus de son enveloppe annuelle de 13 millions. La Commission européenne étudie la possibilité d'ajouter 4 millions à sa contribution de 82 millions au budget de l'UNRWA pour 2020 (SEAE, 9 avril 2020). L'ONU a élaboré un plan commun de riposte à la Covid-19 à hauteur de 34 millions de dollars américains, qui sera mis en œuvre en Cisjordanie et à Gaza. Ce plan a pour triple objectif de ralentir la propagation du virus, de prodiguer des soins aux patients et d'atténuer les pires effets de la pandémie. Le Royaume-Uni, l'Irlande et la Commission européenne ont accepté de contribuer au financement de ces dépenses supplémentaires. L'OMS a fourni à la Palestine suffisamment de kits pour procéder à 57 650 dépistages et assez d'équipements de protection individuelle (EPI) et de solution hydroalcoolique pour protéger quelque 2 000 soignants. Enfin, elle intervient auprès de la population, à qui elle fournit des conseils pratiques sur la manière de se protéger contre la Covid-19.

48. Les États-Unis, qui avaient suspendu toutes aides financières à l'Autorité palestinienne et à l'UNRWA, ont annoncé qu'ils alloueraient 5 millions de dollars aux hôpitaux et aux familles de Cisjordanie. Le premier ministre de l'Autorité palestinienne a pour sa part récemment indiqué que le ministère de la santé avait reçu de la part de la Chine quelque 10 000 kits de dépistage et des respirateurs, et que Pékin avait promis d'envoyer une équipe médicale pour aider les soignants sur place. Au début du mois d'avril, l'Arabie saoudite a envoyé un certain nombre de fournitures médicales et d'équipements destinés à prévenir la propagation du virus. La Turquie a transféré l'hôpital de l'amitié turco-palestinienne aux autorités palestiniennes. Cet établissement, construit par l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA), est le plus grand établissement de soins de santé établi sur les Territoires palestiniens. La Turquie a également alloué 5 millions de dollars et fourni du matériel médical aux Palestiniens dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus.

### **C. LIBAN**

49. Le Liban a enregistré son premier cas de Covid-19 dès le 21 février 2020, mais le nouveau gouvernement du premier ministre Hassan Diab a tardé à agir. À l'époque, l'attention des autorités était monopolisée par une longue série de manifestations populaires qui avaient débuté en octobre 2019 (El-Halabi, 2020). Mais alors que la menace se faisait plus pressante, il a finalement imposé un confinement à l'échelle nationale le 15 mars, avec fermeture des entreprises non essentielles et couvre-feu nocturne. Le 12 mars, la Banque mondiale décidait de réallouer 40 millions de dollars au titre de l'intervention d'urgence, pour équiper les hôpitaux publics et renforcer les capacités de dépistage et de traitement. À l'époque, le ministère de la santé a annoncé que seuls 10 hôpitaux publics sur les 33 que compte le Liban étaient correctement équipés pour soigner les patients atteints de la Covid-19.

50. La pandémie de Covid-19 s'inscrit dans une longue série de désastres qui sont venues frapper le Liban au cours des dernières décennies – 15 années de guerre civile ; la présence sur le territoire libanais de milices entraînées par l'Iran ; de graves tensions avec le grand voisin syrien ; des guerres contre Israël ; une corruption généralisée ; des services défectueux ; une impasse politique et, il y a quelques semaines, l'explosion catastrophique dans le port de Beyrouth, qui a fauché de nombreux habitants de cette ville de première importance. Conjuguée à la pandémie et

à ses retombées économiques, cette tragédie a failli précipiter l'effondrement de l'État libanais et a entraîné la démission du gouvernement.

51. Affaibli par des années de mauvaise gestion financière, le Liban, qui manquait déjà de résilience économique, s'est trouvé dépourvu face au choc économique consécutif aux confinements et à la récession mondiale. Les réserves en devises du pays ont considérablement diminué et la monnaie libanaise, qui est rattachée au dollar américain, a chuté de 80 % entre octobre 2019 et juillet 2020. L'hyperinflation s'est installée et les prix alimentaires ont grimpé de manière vertigineuse dans le pays. Le Liban étant largement tributaire des importations, l'effondrement de la livre libanaise a déclenché une hausse spectaculaire des prix de l'alimentation et d'autres produits essentiels. Dans le même temps, des secteurs critiques producteurs de devises comme le tourisme sont au plus mal. Les transferts de fonds depuis l'étranger, qui constituent une autre source vitale de devises, ont fortement baissé sur fond de ralentissement de l'économie mondiale et de licenciements de salariés dans les pays importateurs de main-d'œuvre. Le 1<sup>er</sup> avril 2020, le gouvernement a approuvé un plan pour le versement de 150 dollars aux familles les plus vulnérables. Les partis politiques confessionnels ont prétexté ce faible niveau d'aide de la part de l'État central pour renforcer leur influence et leur légitimité. Le Hezbollah, par exemple, a pu rapidement mobiliser 24 000 professionnels de la santé et 70 ambulances (El-Hababi, 2020).

52. Fin avril, la livre libanaise avait perdu deux tiers de sa valeur en six mois seulement. À cette date, cinq taux de change différents s'appliquaient dans le pays. La capacité d'importation du Liban a été considérablement réduite, ce qui a entraîné la diminution des approvisionnements en produits alimentaires et énergétiques. Les prêts à court terme aux entreprises se sont taris et bon nombre de celles-ci se tournent désormais vers le marché noir pour des transactions beaucoup plus risquées et plus coûteuses (Dadouch, 2020). Un ancien directeur général du ministère des finances accuse les banques d'avoir sorti illégalement 6 milliards de dollars du pays, alors que les petits titulaires de comptes en banque se sont vu refuser l'accès à leur propre argent (Mounzer, 2020). De nombreux Libanais ont rapidement sombré dans la pauvreté et le pays est aujourd'hui confronté à de nouveaux défis, ne fut-ce que pour tout simplement nourrir sa population.

53. La fragilité du Liban peut également être mise en lien avec la présence, sur son territoire, de nombreux réfugiés, qui représentent un tiers de sa population. Pendant longtemps, et malgré un contexte économique difficile, ce pays a généreusement aidé les victimes des guerres et de l'instabilité dans la région. La Covid-19 n'en a rendu sa tâche que plus difficile. Les municipalités ont imposé des restrictions locales aux mouvements de réfugiés, qui se compteraient à 1,5 million dans le pays (Chehayeb et Sewell, 2020). L'adéquation de l'aide humanitaire et des soins de santé dispensés à ces réfugiés pose également question. De nombreux parents dorénavant confrontés à la pauvreté ont sorti leurs enfants de l'école pour qu'ils puissent travailler dans les supermarchés, devenir vendeurs de rue ou demander la charité. La fermeture des écoles et l'absence d'activités organisées pour la jeunesse sont venues accélérer ce phénomène. Le HCR a observé une hausse notable du nombre d'enfants s'adressant aux organisations de protection de la jeunesse pour obtenir de l'aide (HCR, mars-août 2020).

54. Les manifestations qui avaient débuté au Liban avant la crise s'étaient arrêtées après la mise du pays en quarantaine. Vers la fin du mois d'avril, toutefois, les violences ont repris à Tripoli, dans le nord : exaspérés par l'effondrement de la monnaie, une inflation galopante frisant les 60 %, le chômage massif, l'amenuisement des réserves de produits alimentaires et l'attitude d'un gouvernement jugé passif par nombre d'entre eux, de jeunes manifestants sont descendus dans les rues, ont incendié plusieurs banques et ont affronté l'armée. L'agitation a rapidement gagné d'autres villes. Ces innombrables problèmes ont été aggravés par l'explosion dévastatrice d'un dépôt qui a rasé une vaste zone tout autour du port de Beyrouth, entraînant la démission du gouvernement quelques jours plus tard.

55. Les cas enregistrés ont marqué une augmentation très rapide en septembre, et au 9 novembre, le Liban comptabilisait 94 236 cas de Covid-19 pour 723 décès (Worldometer, Liban).

#### D. JORDANIE

56. La Jordanie connaît actuellement un montée en flèche du nombre de contaminations à la Covid-19. Au 9 novembre 2020, elle enregistrait 109 321 cas au total, pour 1 233 décès (Worldometer, Jordanie). Les cas se sont multipliés de manière spectaculaire en septembre et en octobre, pour atteindre un niveau parmi les plus élevés au Moyen-Orient. Pourtant, dans les premiers temps, la Jordanie avait réalisé un sans-faute dans sa gestion du virus. Confronté à la mi-septembre à cette multiplication rapide de cas, le gouvernement a annoncé la fermeture de plusieurs écoles et la mise à l'arrêt de certaines entreprises. Il s'agissait de ne pas imposer à nouveau un confinement total que les autorités avaient pourtant jugé essentiel au printemps et qui avait coûté très cher à l'économie du pays. À la fin du mois d'octobre, le premier ministre Bisher al-Khasawneh annonçait que bien que le pays fût entré dans une « phase difficile » après une transmission massive du virus au sein de la communauté, son gouvernement n'imposerait pas de nouveau confinement national (Al-Khalidi, 2020).

57. La situation actuelle marque un net recul pour un pays qui, encore une fois, s'était montré très efficace dans sa lutte initiale contre le virus. Dès la fin du mois de janvier 2020, les autorités avaient mis sur pied un comité de crise chargé de coordonner la riposte et de développer des protocoles contre la Covid-19 (Younes, 2020). Le 17 mars 2020, le gouvernement décrétait l'état d'urgence et, deux jours plus tard, instaurait un confinement. Il a également fermé toutes les frontières terrestres et maritimes et interdit les vols internationaux en même temps qu'il chargeait les forces armées de patrouiller dans les rues et de distribuer des produits de première nécessité dans les camps de réfugiés.

58. Bien que le gouvernement jordanien soit ainsi parvenu à enrayer la propagation du virus au printemps, le confinement à l'échelle du pays a déclenché un bouleversement de l'offre et de la demande qui est venu affaiblir une économie déjà vulnérable (Al-Ajlouni, 2020). Le pays a dû faire face à l'effondrement de ses recettes touristiques – l'une de ses principales sources de devises étrangères – et son budget ne lui permet pas d'engager d'importantes dépenses contracycliques pour compenser les pires conséquences de la crise. Le gouvernement est confronté de longue date à de graves déficits budgétaires et à une dette publique élevée et la pandémie a considérablement aggravé ces problèmes. Le 21 mai 2020, le conseil exécutif du FMI accordait à la Jordanie une aide d'urgence de 39 millions de dollars pour lui permettre de surmonter la crise de sa balance des paiements, de consacrer des ressources supplémentaires au système de santé et d'apporter un soutien aux entreprises et aux populations les plus vulnérables (FMI, 21 mai 2020)

59. La Jordanie accueille sur son territoire une communauté très importante de réfugiés, qui résident tant dans des camps que dans les petites et moyennes villes du pays. D'après une enquête du HCR, 92 % des réfugiés indiquent que leurs économies n'atteignent pas le seuil des 50 dinars jordaniens, tandis que 40 % d'entre eux sont endettés à raison de plus de 100 dinars par personne. Plus de 90 % des réfugiés ont déclaré avoir été forcés d'adopter une stratégie d'adaptation négative, comme réduire leurs dépenses de santé et d'éducation (HCR, mars-août 2020).



## E. LIBYE

60. La Libye est confrontée au double défi de la pandémie et du conflit entre le gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et dirigé par Fayez al-Sarraj, et l'Armée nationale libyenne auto-proclamée (LNA), dirigée par Khalifa Haftar. Les organisations humanitaires sont profondément inquiètes face aux effets dévastateurs que pourrait avoir la Covid-19 sur les 150 000 personnes déplacées en raison des troubles civils (Joseph et Pusztai, 2020). Les forces de Haftar ont malheureusement ciblé des installations de soins de santé et ont notamment bombardé un centre de quarantaine à l'aéroport de Mitiga en mars 2020 (Giampaolo, 2020). En septembre 2020, pas loin de la moitié des établissements de soins de santé primaires étaient fermés, principalement à cause des combats. Dans les établissements restant opérationnels, le personnel médical éprouve des sérieuses difficultés à contrer l'épidémie. Sur un plan plus général, la vaccination infantile est nettement insuffisante en Libye et la Covid-19 vient encore aggraver ce problème (OMS, 2020). Même si les cas signalés de coronavirus sont peu nombreux dans ce pays, une grave pénurie de kits de test et les capacités insuffisantes des laboratoires limitent sérieusement le dépistage de la maladie. La stigmatisation sociale attachée à la Covid-19 a un effet dissuasif sur le dépistage et ne favorise pas la divulgation des contacts rapprochés en vue d'un suivi qui permettrait pourtant de remonter aux foyers d'origine (OMS, 2020).

61. En avril 2020, la Libye comptait 305 chambres d'isolement et 542 chambres de quarantaine et de stabilisation (OCDE, 29 avril 2020). De nombreux hôpitaux sont déjà occupés par des civils victimes des affrontements et par des combattants. Les autorités des deux camps ont pris officiellement des dispositions pour empêcher la propagation de l'épidémie, mais certains spécialistes pensent qu'il est difficile de faire la part des choses entre propagande et mesures concrètes (Giampaolo, 2020).

62. En mars 2020, toutes les frontières terrestres, maritimes et aériennes ont été fermées pour trois mois. Les autorités du GNA et de l'ANL ont également imposé à ce moment-là des mesures de confinement : interdiction des grands rassemblements sociaux ou culturels et fermeture des écoles, des restaurants et des cafés. Le GNA, qui contrôle l'ouest du pays, s'est engagé à consacrer 350 millions de dollars à l'amélioration du système de santé et au renforcement de la capacité de riposte à la pandémie. Il a également mis en place un mécanisme de transfert de fonds par téléphone portable pour les travailleurs du secteur informel, plus vulnérables (OCDE, 29 avril 2020). L'ANL a cherché à gagner en popularité en envoyant de l'aide et des médicaments dans l'ouest du pays (Giampaolo, 2020).

63. Bien que la communauté internationale reste divisée sur la crise libyenne, les parties en présence sont parvenues, en septembre 2020 et avec le soutien des Nations Unies, à conclure des accords préliminaires sur l'échange de prisonniers ; l'ouverture, dans ce pays divisé, de corridors de transit terrestres et aériens ; et la reprise de la production de pétrole après le blocus imposé par le général Haftar (Al Jazeera, 2020). Le GNA et l'ANL ont, dans le sillage de ces accords préliminaires, entamé des pourparlers sous l'égide des Nations unies, lesquels ont finalement débouché sur la signature d'un accord permanent de cessez-le-feu le 23 octobre 2020 (ONU Info, 2020).

64. Les gouvernements français, allemand, italien et britannique se sont réjouis de l'accord de cessez-le-feu conclu récemment entre les factions belligérantes (*Foreign, Commonwealth & Development Office*, 2020). Cet accord exclut l'intervention de mercenaires étrangers et demande la formation d'une force armée conjointe ainsi que l'établissement de mécanismes de suivi des violations du cessez-le-feu (*AP News*, 2020). Même si plusieurs accords de cessez-le-feu avaient déjà été conclus (et violés) en Libye par le passé, la percée diplomatique d'octobre a inauguré un processus politique parallèle. Il est prévu que les représentants des deux parties (GNA et ANL) se

rencontrent en Tunisie en novembre, dans le cadre de nouveaux pourparlers en vue d'élections qui devraient décider de l'avenir de la Libye (*AP News*, 2020).

## F. TUNISIE

65. Arrivé au pouvoir en février 2020 seulement, le gouvernement tunisien a été mis à rude épreuve par la pandémie de Covid-19. Le 16 mars 2020, les autorités suspendaient les vols internationaux, fermaient les frontières terrestres et maritimes, imposaient un confinement et interdisaient tous les rassemblements publics. Dans un premier temps, ces mesures ont produit les effets escomptés et au 22 juin 2020, le pays ne comptabilisait que 1 157 cas et 50 décès (*Worldometer*, Tunisie). Il semble, pour ce premier confinement du moins, que la société tunisienne se soit ralliée à l'action du gouvernement (*Dworkin et Megerisi*, 2020).

66. Comme partout ailleurs dans la région, le nombre de cas a entamé une remontée en flèche à la fin de l'été. Le nombre total de cas de coronavirus a grimpé jusqu'à atteindre 71 119 le 9 octobre 2020, pour 1 873 décès au total, contre un millier de cas seulement avant la réouverture des frontières, le 27 juin (*Worldometer*, Tunisie). Le premier ministre Mechichi ordonne aujourd'hui aux gouverneurs d'imposer des confinements en fonction des besoins mais, dissuadé par le lourd tribut économique consécutif aux arrêts d'activités de mars dernier, rechigne à instaurer un nouveau confinement à l'échelle du pays. Ces fermetures et l'effondrement des recettes du tourisme ont entraîné une chute de 21,6% du PIB au second trimestre par rapport à la même période l'an dernier – constat choquant pour un pays aux prises avec une situation économique difficile ces dernières années (*CGTN*, 5 octobre 2020).

67. La Tunisie a déployé des efforts admirables pour bâtir un État démocratique dans des conditions particulièrement difficiles, et le gouvernement a opté pour le principe de la transparence dans la gestion de la crise actuelle. Il a créé un site internet facile d'utilisation afin de diffuser des informations en temps réel sur la pandémie et sur les politiques destinées à la combattre (*Mezran et al.*, 2020). Le mauvais état des infrastructures médicales reste en revanche une source de préoccupation : au début de la crise, la Tunisie ne disposait que de 331 lits de soins intensifs (*Guétat*, 2020). Le 26 mars dernier, le ministère de la santé a confirmé qu'il avait fait l'acquisition de 2 000 lits supplémentaires.

68. L'économie tunisienne, qui dépend fortement des recettes du tourisme et des échanges commerciaux avec l'Europe, a marqué un sérieux recul. Le gouvernement a introduit une série de mesures économiques et fiscales pour s'attaquer à la récession attendue : création d'un fonds de soutien pour les PME, procédures de crédits de gestion pour les entreprises des secteurs touristique et hôtelier et report des prélèvements fiscaux pour les entreprises les plus touchées par la crise. Il a également offert une assistance financière aux ménages les plus démunis. La Tunisie a reçu 400 millions de dollars du FMI et a lancé un appel de dons pour la création d'un fonds de lutte contre la pandémie. En mai 2020, elle a sollicité des fournitures médicales au travers du Centre euro-atlantique des réactions en cas de catastrophe, le principal mécanisme de réponse aux situations d'urgence civiles de l'Alliance (OTAN, 2020).

## G. ALGÉRIE

69. La Covid-19 est apparue sur fond de protestations politiques et sociales qui ont débuté en février 2019. Le 20 mars, les autorités algériennes, poussées par l'augmentation du nombre de cas de contamination dans le pays, ont interdit toute nouvelle manifestation. Selon l'OMS, l'Algérie est un pays à haut risque, en raison notamment de ses liens économiques avec la Chine (*Dworkin et Megerisi*, 2020). Ses infrastructures médicales sont limitées puisqu'elle ne compte en tout et pour tout que 400 lits de soins intensifs (*Hamaizia*, 2020). Certaines parties du pays connaissent en outre de gros problèmes sanitaires et d'approvisionnement en eau. Suivant une dynamique

similaire à celle observée en Tunisie, les taux de contamination à la Covid-19 ont commencé à grimper fortement en juin 2020. Au 15 juin 2020, 10 919 habitants avaient été diagnostiqués positifs et le nombre de morts s'élevait à 767. Au 9 novembre 2020, le nombre de contaminations était passé à 61 381 et l'on comptait 2 036 décès (Worldometer, Algérie).

70. Face à la pandémie, le président Abdelmadjid Tebboune a décrété un confinement partiel, annulé les manifestations culturelles et fermé les écoles et les mosquées. Le gouvernement s'est servi de la pandémie pour réprimer la presse, en restreignant la couverture médiatique critiquant son action et qui se montrait sceptique face aux efforts qu'il déploie pour endiguer la pandémie (Roggero, 2020). Il a récemment libéré plus de 5 000 détenus pour limiter la propagation du virus dans les établissements pénitentiaires. Toutefois, les prisonniers politiques – dont les dirigeants des récents mouvements de protestation – restent incarcérés (Hamaizia, 2020). Ce choix fondé sur des considérations politiques risque de délégitimer les mesures de santé publique et d'approfondir la fracture politique qui traverse le pays.

71. La chute des prix des produits énergétiques a accentué la crise en Algérie. Les hydrocarbures représentent 93 % des recettes à l'exportation et 60 % du budget de l'État. Le FMI estime aujourd'hui que l'économie algérienne connaîtra un recul de 5,2 % cette année (Hamaizia, 2020). Les banques et les institutions financières ont rééchelonné le remboursement des prêts (OCDE, 29 avril 2020), tandis que le gouvernement continue à verser les salaires de la fonction publique et à soutenir les prix à la consommation.

## H. MAROC

72. Les experts en santé publique se sont félicités de la réaction rapide du Maroc face à la pandémie de Covid-19. Le 20 mars 2020, alors que le nombre de cas était encore faible, les autorités marocaines ont imposé des mesures strictes de confinement et de limitation des transports, et fermé les écoles ainsi que les mosquées (Martini, 2020). Le gouvernement a immédiatement alloué 200 millions de dollars au renforcement du système de santé et n'a pas attendu pour distribuer des masques. Il a également adopté une stratégie globale de communication en arabe classique et dans les dialectes locaux pour sensibiliser largement la population à la nécessité de respecter les règles de distanciation physique et de veiller à l'hygiène personnelle. À l'instar d'autres pays du Maghreb, le Maroc dispose de capacités de soins limitées qui pourraient s'avérer vulnérables en cas de forte hausse du taux d'infection. Au début de la crise, il comptait 1 642 lits de soins intensifs, mais ce chiffre était passé à 3 000 en avril dernier (OCDE, 29 avril 2020). Les responsables marocains de la santé se disent fortement inquiets à l'idée d'une seconde vague de Covid-19 durant l'automne et l'hiver prochains. L'action conjuguée de la grippe saisonnière et de la pandémie de Covid-19 pourrait en effet submerger les hôpitaux et centres de dépistage. Les files d'attente devant les centres de dépistage se sont visiblement allongées à mesure que l'automne 2020 avançait. À ce moment, les cas avaient commencé à se multiplier (AP News, 2020). Au 9 novembre 2020, on recensait au Maroc 256 781 cas de Covid-19 et 4 272 décès (Worldometer, Maroc). La reprise des contaminations a entraîné l'adoption de certaines mesures ciblées dans les principales villes marocaines, à savoir Tanger, Casablanca et Rabat (AP News, 2020).

73. Le roi Mohammed VI a créé un fonds spécial pour le financement de la lutte contre la pandémie. En avril 2020, ce fonds avait permis de dégager plus de 3,2 milliards de dollars destinés à l'amélioration des infrastructures sanitaires, à l'acquisition de fournitures médicales et à l'atténuation des conséquences socio-économique engendrées par la crise (OCDE, 29 avril 2020). La perspective d'une aggravation des inégalités économiques et des disparités régionales est préoccupante, et le fonds dont il est question plus haut doit justement permettre de contrer tel phénomène. En dépit de la réaction efficace du gouvernement, le confinement général a amené certains citoyens à s'opposer aux autorités marocaines. Les professionnels de la santé, par

exemple, ont organisé des manifestations pour protester contre les effectifs insuffisants dans les établissements de soin et le manque d'équipements de protection individuelle pour les soignants (Abouzzohour, 2020).

## I. ÉGYPTÉ

74. Avec près de 100 millions d'habitants, l'Égypte est le pays arabe le plus peuplé et il n'est donc pas étonnant qu'il soit aussi l'un des pays de la région affichant les taux de contamination les plus élevés (Amirah, 2020). Au 9 novembre 2020, l'Égypte enregistrait 109 201 cas et 6 398 décès (Worldometer, Égypte). En mars 2020, le gouvernement égyptien avait imposé un confinement général et la fermeture des écoles, des universités, des cafés et des restaurants. Il avait également interdit les voyages, les activités touristiques et les manifestations sportives, en même temps qu'il instaurait un couvre-feu à l'échelle du pays tout entier.

75. Dans le même temps, les autorités égyptiennes ont pris des mesures au profit des personnes les plus vulnérables, notamment en élargissant les programmes d'assistance sociale. De nombreux Égyptiens avaient cruellement besoin d'une aide de ce type ; en effet, avant la crise de la Covid-19, un tiers environ des 100 millions d'Égyptiens vivaient déjà sous le seuil de pauvreté (Awadalla, 2020). Le gouvernement apporte aujourd'hui une aide financière à un million de travailleurs informels dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et de la pêche. Il a revu à la baisse le prix du gaz naturel et de l'électricité qui alimentent les usines, et différé la perception de l'impôt foncier pour venir en aide au secteur industriel (Shama, 2020). Enfin, il a réduit l'impôt sur les actions, tandis que la Banque centrale abaissait ses taux d'intérêt de 3 % et repoussait de six mois les échéances des prêts aux petites entreprises et des prêts à la consommation.

76. L'Égypte manque de personnel infirmier et ne compte que 1,3 lit d'hôpital pour 1 000 habitants (Shama, 2020). L'OMS a confirmé que les autorités égyptiennes avaient réservé 2 000 lits au traitement de la Covid-19 ; la moitié d'entre eux se trouvent dans des unités de soins intensifs et 600 sont équipés de respirateurs (OCDE, 29 avril 2020). Le gouvernement a ouvert des centres de dépistage supplémentaires et acheté quelque 400 000 kits de test. Il a aussi annoncé que des ressources supplémentaires à hauteur d'1 milliard de livres égyptiennes (63,5 millions de dollars) seraient allouées au système de santé et a adopté plusieurs mesures devant permettre de faire face plus efficacement à un afflux soudain de patients dans un état critique. Enfin, les autorités égyptiennes ont sollicité un montant de 7,9 millions de dollars auprès du Fonds d'intervention d'urgence de la Banque mondiale.

77. La population n'en manifeste pas moins sa colère et sa méfiance (Ardevini, 2020). Certains reprochent au gouvernement de ne pas avoir fait montre de transparence au sujet des taux de contamination, et plusieurs journalistes étrangers ont vu leur travail sur la pandémie censurés (Mezran et al., 2020). D'après certaines informations en provenance du Caire, l'heure est vraiment à l'inquiétude pour les professionnels de la santé, qui mettent en garde contre des réserves insuffisantes d'équipements de protection. En mars 2020, 13 % environ des personnes contaminées étaient des travailleurs de la santé.

78. En juin 2020, l'Égypte a commencé à lever le confinement tout en maintenant certaines mesures de précaution, comme la suspension de la prière du vendredi. Les clubs, cafés, restaurants et autres établissements publics ont été autorisés à réouvrir, mais à 25 % seulement de leur capacité (*Egypt Independent*, 2020). Le nombre des contaminations à la Covid-19 étant toutefois reparti rapidement à la hausse en novembre 2020, le premier ministre égyptien a annoncé qu'un nouveau confinement total pourrait s'avérer nécessaire (*Middle East Monitor*, 2020). L'économie de l'Égypte, particulièrement tributaire du tourisme (12 % du PIB et 9 % de l'emploi) en pâtirait lourdement (Altman, 2020). Selon les experts, le pays perdrait jusqu'à 1 milliard de dollars

par mois de confinement (Dworkin et Megerisi). Des pertes d'une telle ampleur risquent d'accentuer le mécontentement de l'opinion. L'effondrement du secteur de la navigation à l'échelle mondiale a également entamé de manière spectaculaire les recettes liées aux droits de passage du canal de Suez qui, en temps normal, rapportent 5 milliards de dollars par an à l'État égyptien.

## J. PAYS DU GOLFE

79. La pandémie a aussi atteint les pays du CCEAG (Arabie saoudite, Bahreïn, EAU, Koweït, Oman et Qatar). Au 9 novembre 2020, l'Arabie saoudite affichait le plus grand nombre de cas confirmés, avec 350 984 cas et 5 596 décès. Venaient ensuite le Qatar (134 433 cas, 232 décès) et les EAU (143 289 cas, 516 décès) (Worldometer, Arabie saoudite, EAU, Qatar). Les pays du Golfe devraient en outre connaître une grave récession provoquée essentiellement par la chute vertigineuse des prix mondiaux de l'énergie (Banque mondiale, 14 avril 2020). Ce recul aura des répercussions sur les économies de toute la région MOAN et au-delà. Les pays du CCEAG fournissent depuis longtemps une assistance et une aide au développement cruciales aux pays plus pauvres de cette partie du monde. Ce faisant, ils contribuent traditionnellement à la stabilisation de diverses zones de la région en apportant un soutien financier aux couches sociales les plus vulnérables desdits pays. Malheureusement, la crise économique déclenchée par la pandémie pourrait commencer à réduire cette manne, et à supposer que la situation actuelle perdure, constituer un facteur d'agitation sociale dans la région.

80. Ces 25 dernières années, les pays du Golfe ont consenti des investissements substantiels dans les infrastructures et le personnel médicaux, avec pour résultat une nette amélioration de la qualité des soins. Selon une évaluation de l'état de préparation réalisée par l'OMS en mars 2020, ces pays disposent des moyens nécessaires pour opposer une riposte durable à la crise déclenchée par le coronavirus. Mais des points faibles subsistent. Pour commencer, les taux élevés de diabète et d'obésité au sein des populations aggravent les risques d'hospitalisation et de décès en rapport avec la Covid-19. De plus, les restrictions en matière de déplacements et de transports ont compliqué la situation dans cette région qui fait largement appel à des personnels médicaux étrangers et à des fournitures et matériels médicaux importés (OCDE, 20 avril 2020). Cette situation problématique a incité Oman, alors que tous les vols commerciaux vers et depuis ce pays avaient été suspendus, à faire une exception pour les appareils chinois chargés de fournitures médicales (Sievers, 2020).

81. Les membres du CCEAG ont réagi rapidement à la pandémie en prenant des mesures visant à limiter les déplacements, les voyages et l'entrée sur leurs territoires. Les six pays ont décrété sans tarder des couvre-feux, des confinements et l'application de mesures de distanciation physique à l'échelle nationale. Tous ont suspendu les vols entrants et Oman a cessé de délivrer des visas aux étrangers. L'Arabie saoudite a interrompu les vols, les déplacements en autobus, en taxi et en train à l'intérieur de ses frontières (Harb, 2020). Les écoles, universités et lieux publics ont été fermés et les rassemblements, interdits, avec pour conséquences la suspension des prières du ramadan et la fermeture des lieux de culte, dont les saintes mosquées de La Mecque et de Médine (Al Yousef, 2020). En octobre, les autorités saoudiennes ont réouvert la grande mosquée de la Mecque à un nombre limité de pèlerins saoudiens. Elles ont également commencé à lever certaines restrictions sur les voyages internationaux (*al-Jazeera*, 4 octobre 2020). À partir du mois de mai, bon nombre de limitations ont été levées, du moins partiellement : l'Arabie saoudite a assoupli les mesures de confinement partout dans le pays et Bahreïn a réouvert son aéroport aux passagers en transit (*Brookings*, 5 août 2020). La Mecque accueille normalement deux missions de visiteurs pour le *hadj*, mais les limites strictes imposées cette année ont entraîné la perte des recettes traditionnellement liées à cet événement.

82. La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement à l'échelle planétaire ont réduit considérablement la demande en pétrole et en gaz. Dans un premier temps, la production a

continué au même rythme, ce qui a entraîné une surabondance de stocks. Il s'en est suivi l'un des plus gros chocs tarifaires de l'histoire : les prix du pétrole ont chuté de 70 % alors que la capacité de stockage atteignait ses limites. Alors même que cette situation prenait forme, le 1er avril 2010, l'accord de Vienne entre membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et pays partenaires qui fixait la production pétrolière et stabilisait les prix pour une période de trois ans, est venu officiellement à expiration (Kozhanov, 2020). Une interruption des négociations entre pays producteurs et un litige survenu entre l'Arabie saoudite et la Russie au sujet des niveaux de production ont accéléré l'effondrement des prix. L'Arabie saoudite plaidait pour une forte réduction de la production, tandis que la Russie défendait la position inverse. Les Saoudiens ont riposté en diminuant leur prix de vente officiel de huit dollars pour forcer les Russes à revenir sur leur position. Ces derniers, qui dépendent considérablement des exportations énergétiques, ont vu dans cette chute des prix l'occasion de porter un coup aux producteurs américains d'huile de schiste, qui pratiquent des tarifs élevés et exercent ainsi une certaine discipline des prix sur le marché (Wemer, 2020). Le prince héritier saoudien ben Salman espérait pour sa part rendre à son pays la suprématie sur le marché. Finalement, le 12 avril dernier, l'Arabie saoudite, la Russie et d'autres pays de l'OPEP+ se sont accordés sur une réduction de la production de l'ordre d'un dixième de l'offre mondiale pour mai et juin. Cet accord a renforcé la position de l'Arabie saoudite et montré les limites de l'influence de la Russie dans la région (Cook, 2020).

83. La pandémie et le choc des prix pétroliers qui s'en est suivi viennent bouleverser l'économie des membres du CCEAG et auront des conséquences à court comme à long terme pour la région. Les marchés de l'emploi des pays du Golfe ont été paralysés à la suite de la récession, de la fermeture des commerces, des restrictions des déplacements et des mesures de quarantaine, tandis que la demande en biens provenant des mêmes pays – essentiellement le pétrole et le gaz – a brusquement chuté (Banque mondiale, 14 avril 2020). Comme ces monarchies suscitent le consensus politique et social, grâce notamment à la redistribution des recettes pétrolières, la récession a également des ramifications dans le domaine politique. Les gouvernements du Golfe ont par conséquent annoncé la mise en place de vastes programmes de relance, dont une initiative des EAU portant sur un montant de 34 milliards de dollars et un programme koweïtien plus limité de 1,5 milliard. La région engagera 120 milliards supplémentaires pour relancer les économies nationales (Al-Tamimi, 2020).

84. Selon le FMI, les pays du CCEAG devraient entrer en récession en 2020, ce qui viendra contrarier les efforts de diversification économique de la région. Ces dernières années, les monarchies ont en effet procédé à des investissements considérables dans des secteurs non énergétiques comme les infrastructures, le tourisme, la santé, la logistique, le commerce de détail, les techniques de pointe et la finance (Kozhanov, 2020). La chute des échanges commerciaux, l'effondrement de la confiance des investisseurs, les restrictions pesant sur les déplacements, les interruptions de la production et la baisse des recettes énergétiques sont venus compromettre cette stratégie, et le ministre des finances d'Arabie saoudite a annoncé des retards dans l'application du plan de diversification économique *Vision 2030* du royaume (Bordoff, 2020).

85. En termes de chiffres, le FMI prévoit, pour les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole, un PIB en baisse de 7,3 %. Au début du mois de novembre 2020, les cours du pétrole tournaient autour de 40 dollars le baril. La chute soudaine des cours et l'effondrement de la demande résultant de la Covid-19 vont entraîner, pour les pays du CCEAG, une perte de recettes de 270 milliards de dollars (Augustine, 2020). À la fin du mois de septembre 2020, les déficits prévisionnels des gouvernements centraux des pays du CCEAG s'établissaient, en chiffres cumulés, à 490 milliards de dollars pour la période comprise entre 2020 et 2023, et l'on prévoyait, pour les dettes publiques, un chiffre record de 100 milliards de dollars pour l'année en cours. D'après le FMI, il faudrait que les prix du pétrole atteignent 76,10 dollars (presque le double d'aujourd'hui) pour que l'Arabie saoudite puisse atteindre l'équilibre budgétaire en 2020. Avec un prix de 40 dollars le baril, Riyad se trouve aujourd'hui confronté à un déficit budgétaire frôlant les

11,4 % de son PIB. Le pétrole représente en gros 87 % de ses recettes budgétaires, 90 % de ses recettes d'exportation et 42 % de son PIB (Kimani, 2020).

86. Les marchés de l'emploi se trouvent aussi en situation périlleuse. Les monarchies du CCEAG emploient des dizaines de millions de travailleurs expatriés à des postes qualifiés ou non. Ainsi, la population des EAU compte près de 90 % d'étrangers, et celle du Qatar, 85 % (CGTN, 2020). Veiller au respect des droits de ces travailleurs migrants et apporter un soutien aux salariés mal rémunérés et vivant dans des camps surpeuplés et mal desservis s'avère très problématique (Sherlock, 2020). Bon nombre de professionnels qualifiés ont également été atteints par le virus et ont demandé à être rapatriés. À terme, cette situation pourrait aboutir à une pénurie de main-d'œuvre dans les pays du CCEAG et entraîner une révision des politiques actuelles en matière d'emploi.

87. Déchiré par la guerre, le Yémen est de loin le pays du Golfe le plus vulnérable face à la pandémie de Covid-19. Même s'il n'affichait officiellement que 2 070 cas de contamination et 602 morts au 9 novembre 2020, il est impossible de connaître l'ampleur de la propagation de la maladie sur son territoire (Worldometer, Yémen). D'après le Comité international de secours, le Yémen figure parmi les pays où les taux de dépistage sont les plus bas, et des rapports isolés faisant état d'un retard considérable dans les enterrements donne à penser que le taux de mortalité a connu une hausse brutale. De nombreux experts pensent dès lors que le Yémen connaît un taux de contamination beaucoup plus élevé qu'on ne le dit, d'autant que les circonstances sont extrêmement propices à la propagation de la maladie. L'organisation *Save the Children* a signalé par exemple que pas moins de 400 personnes étaient décédées à Aden en une seule semaine ; elle a par ailleurs indiqué que plusieurs hôpitaux de la ville avaient fermé et que le personnel soignant refusait de travailler, faute d'effectifs et d'EPI suffisants (*al-Jazeera*, 25 mai 2020). Les factions belligérantes cherchent à transformer la pandémie en arme de guerre, s'accusant mutuellement de l'avoir sciemment propagée.

88. Les combats se poursuivent en dépit de l'état d'urgence sanitaire et les déplacés internes particulièrement démunis et vivant dans une grande promiscuité sont dangereusement exposés à la propagation de la maladie. Dans le gouvernorat de Marib, les affrontements entre les rebelles houthis et les forces gouvernementales appuyées par l'Arabie saoudite se sont déplacés à proximité immédiate des camps de déplacés internes. L'absence d'aide internationale et d'assistance médicale pour ces communautés suscite de vives inquiétudes. Le système de santé du Yémen est véritablement en miettes et le pays ne dispose pas des moyens, des infrastructures, du personnel et des finances requis pour endiguer la propagation de la maladie. En octobre 2020, l'ordre des médecins a annoncé que 63 médecins yéménites étaient décédés de la Covid-19 cette année (MEMO, 3 octobre 2020)

89. L'aide humanitaire au Yémen souffre d'un manque de soutien de la part de la communauté internationale, certes, mais aussi des manœuvres des houthis et du gouvernement, qui cherchent à empêcher l'arrivée de cette aide dans les régions du pays qu'ils ne contrôlent pas directement. L'assistance promise est tombée de 2,6 milliards de dollars en 2019 à 800 millions en 2020. L'ONU indique aujourd'hui qu'elle pourrait être amenée à arrêter 31 des 41 programmes d'aide qu'elle a mis en place dans le pays, ou en tous cas, à en réduire fortement l'ampleur. Le HCR rappelle que les déplacés internes sont « les plus vulnérables à la menace de la Covid-19 » et sont exposés aux dangers les plus graves. Récemment, des inondations soudaines dans le gouvernorat de Marib ont, qui plus est, multiplié les risques d'une épidémie de choléra, maladie endémique dans le pays depuis quelques années (*Human Rights Watch*, 22 mai 2020). Au Yémen, les taux de remboursement des microcrédits octroyés aux entrepreneurs réfugiés ont chuté de 10 % (HCR, mars-août 2020).

## K. IRAQ ET SYRIE

90. L'Iraq et de la Syrie doivent faire face, dans le contexte de la pandémie, à des problèmes graves et singuliers inhérents aux séquelles de guerres civiles sans merci qui ont mis à mal la stabilité, les institutions, l'économie et les infrastructures de ces deux pays (Svensson, 2020). L'un et l'autre sont particulièrement vulnérables aux retombées sanitaires, sociales, politiques et économiques de la crise et on peut craindre à juste titre de voir la détérioration de la situation sanitaire et économique accentuer encore la déstabilisation de ces deux pays.

91. Les capacités médicales et les installations sanitaires ont gravement souffert des conflits dont les deux pays ont été le théâtre. Fin 2019, moins de deux tiers des hôpitaux syriens étaient encore opérationnels, et 70 % des professionnels de la santé ont quitté le pays depuis 2011. La situation reste très problématique dans toute la Syrie. Les infrastructures civiles ont été ravagées et il est devenu très difficile d'acheminer de l'aide dans la région. La situation des réfugiés et des déplacés internes en Syrie est particulièrement alarmante. Chez 79 % des personnes déplacées vivant dans des camps en zones urbaines et 63 % en zones rurales, les cas de traumatismes variés, de stress et d'anxiété sont partis à la hausse depuis le début de la pandémie (HCR, mars-août 2020).

92. L'instabilité qui règne en Syrie et, singulièrement, dans le nord-est du pays a compliqué la fourniture de l'aide médicale internationale à une population très vulnérable. Les autorités ont en effet bloqué le passage de l'aide à destination des zones contrôlées par les Kurdes, ce qui a eu pour seul effet d'accroître les risques de contamination. À cet égard, la Croix-Rouge a lancé une mise en garde : les camps de réfugiés de la province d'Idlib, surpeuplés, forment autant de foyers de propagation potentiels car il est pratiquement impossible d'y respecter les règles de distanciation physique. On estime actuellement à 6 millions le nombre de Syriens déplacés internes. Les mauvaises conditions sanitaires et la pénurie d'eau ne font qu'augmenter les risques. Les restrictions imposées par Damas et l'Iraq font obstacle à l'envoi des fournitures médicales et du personnel soignant requis pour prévenir et endiguer la Covid-19 et pour traiter les malades. D'après l'ONU, l'absence de laboratoires dans le nord-est du pays, les retards considérables dans les transports et autres problèmes d'accès empêchent les travailleurs humanitaires de réaliser des tests et de prodiguer des soins essentiels (*Human Rights Watch*, 28 avril 2020). Le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé une autorisation de franchissement de frontières pour l'envoi de fournitures médicales en Syrie via la Turquie. Le 12 mai dernier, la Commission européenne a publié des orientations en vue de faciliter l'action des travailleurs humanitaires contre le virus en Syrie (Commission européenne, 12 mai 2020). Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires européennes et la politique de sécurité, maintient que les sanctions ne sauraient empêcher la livraison de matériel et de fournitures essentiels à la lutte contre la pandémie. Il affirme que les exceptions à caractère humanitaire sont parfaitement conformes au droit international.

93. Au 9 novembre 2020, la Syrie avait signalé 6 215 cas de contamination à la Covid-19 et 317 décès (Worldometer, Syrie). Toutefois, compte tenu des moyens limités en termes de dépistage par le gouvernement, notamment dans les régions qu'il ne contrôle pas, il est très vraisemblable que le bilan soit beaucoup plus lourd. Pour l'essentiel, les tests ont été effectués à Damas et certains accusent les autorités locales, dans tout le pays, de ne pas rendre compte correctement de la propagation de la maladie. L'OMS a envoyé du matériel médical et des équipements de laboratoire ainsi que des kits de test et des EPI à Alep, Homs et Lattaquié (*al-Jazeera*, 20 avril 2020). La désinformation, tels les témoignages enthousiastes sur la prétendue efficacité de faux remèdes, continue cependant à poser un problème ; cette pratique, de même que la tendance à dédramatiser la situation, incitent la population à relâcher sa vigilance (Ghebreyesus, 2020). D'après le HCR, un des principaux obstacles à l'accès aux soins de santé tient au coût de ces derniers, que de nombreux citoyens n'ont pas les moyens de s'offrir. Une



suspension des services au printemps a rendu encore plus difficile encore l'accès à la chirurgie et aux actes médicaux non urgents (HCR, mars-août 2020).

94. Au début du mois d'octobre, les cas de Covid-19 signalés quotidiennement se sont rapidement multipliés dans le nord-ouest de la Syrie pour atteindre la centaine, c'est-à-dire 14 fois plus que le taux de contamination enregistré durant l'été. Une fois de plus, vu l'absence de dépistage systématique dans la région, ces chiffres minimisent fortement la véritable ampleur de la crise. De nombreuses personnes présentant des symptômes refusent de solliciter de l'aide par peur d'être stigmatisées ou parce qu'elles craignent d'être prises en charge dans des établissements de soins de piètre qualité. On compte actuellement 2,7 millions de déplacés internes dans la région. Les organismes humanitaires lancent une mise en garde, affirmant qu'en l'absence de soutien à ce système de santé local particulièrement défaillant, on assistera, l'hiver prochain, à une multiplication spectaculaire des cas. L'agence *World Vision*, qui concentre ses efforts sur les enfants, affirme qu'à défaut d'une intervention immédiate de la communauté internationale en faveur de ce dispositif déjà en posture difficile, nous allons assister très vite à une dégradation spectaculaire de la situation. Vu la capacité de dépistage largement insuffisante de la région, les enfants en déplacement sont particulièrement susceptibles d'être contaminés et de répandre la maladie. Les travailleurs du secteur de la santé sont également particulièrement vulnérables, et nombre d'entre eux ont été contaminés. L'effondrement de l'économie n'a fait qu'empirer les choses (*World Vision*, 2020).

95. Au 9 novembre 2020, l'Iraq signalait 489 549 cas de Covid-19 pour 11 327 décès (Worldometer, Iraq). À l'heure actuelle, l'Iraq ne dispose que de 1,4 lit d'hôpital et de 0,8 médecin pour mille habitants (Ali, 2020). Les taux de vaccination en Iraq sont très bas, conséquence d'investissements insuffisants dans le domaine de la santé. L'Unicef et l'OMS ont demandé au gouvernement iraquien de lancer une vaste campagne d'immunisation pour remédier à ce point faible. En dépit de l'état d'urgence sanitaire, les insurgés restent actifs dans certaines parties du pays. Le 5 mai dernier, Daech a revendiqué des attaques commises dans le nord-est de l'Iraq, qui ont fait au moins 18 morts (BBC, 5 mai 2020). Des groupes terroristes ont mis à profit le redéploiement, dans les centres urbains, de forces gouvernementales de sécurité chargées de veiller au respect des mesures de confinement (Loveluck et Salim, 8 avril 2020).

## VIII. CONCLUSIONS

96. Si, d'une façon générale, la région MOAN n'a pas connu des taux de contamination aussi élevés que ceux ayant frappé certaines régions d'Asie, l'Europe, les États-Unis, ou encore le Brésil et la Russie, elle n'en a pas moins été gravement affectée par les retombées économiques de la pandémie. Alors que le Printemps arabe avait débuté au cours d'un épisode de croissance économique pour certains pays de cette région – en particulier les membres du CCEAG –, la crise actuelle est venue frapper une partie du monde devenue économiquement et politiquement fragile, et affaiblie par la stagnation économique, l'instabilité des prix des produits énergétiques, la guerre, les troubles civils, l'afflux de réfugiés et de déplacés internes et des problèmes climatiques plus graves que jamais. La région MOAN est donc particulièrement exposée aux répercussions sanitaires et économiques de la Covid-19 (Alterman, 29 avril 2020).

97. Il est primordial que certaines des communautés les plus exposées de la région MOAN puissent bénéficier d'une aide de la communauté internationale au cours des prochains mois, mais compte tenu des contraintes budgétaires croissantes de plus en plus marquées de par le monde, il faut plutôt s'attendre à un amenuisement de cette assistance. Si les besoins humanitaires les plus élémentaires ne peuvent être satisfaits, on risque de voir la région exploser et cela aurait de très graves conséquences pour la communauté internationale sur le plan de la sécurité. L'assistance médicale sera, elle aussi, cruciale et, dès que des traitements ou des vaccins susceptibles d'atténuer les retombées de la crise de la Covid-19 seront disponibles, il faudra faire

en sorte que les habitants de la région puissent y avoir largement accès. De ce point de vue, la Chine a pris les devants en offrant des quantités substantielles de matériels médicaux à bon nombre de ces pays. Cette aide est naturellement la bienvenue, mais d'aucuns voient dans la « diplomatie du masque » de Pékin les prémises d'une stratégie beaucoup plus interventionniste, alors que l'Occident, préoccupé par ses propres plans de relance, voit sa propre capacité d'action limitée.

98. Les besoins élémentaires des migrants et des réfugiés qui vivent dans la région MOAN ne sauraient être négligés à cause de la pandémie. Ces communautés ont besoin d'une aide locale et internationale et leurs besoins doivent être pris en compte dans tous les plans de relance. La fourniture d'une assistance médicale aux déplacés internes et aux réfugiés dans les zones de conflit doit rester une priorité pour la communauté internationale. Il sera par ailleurs essentiel de s'employer à résoudre les problèmes spécifiques que la crise pose aux femmes de la région : celles-ci sont en effet les plus susceptibles de pâtir des effets socio-économiques de la crise et auront besoin du soutien de leurs gouvernements et de la communauté internationale.

99. On ne peut que se réjouir en constatant que plusieurs gouvernements de la région s'efforcent d'intégrer des politiques sexospécifiques dans leurs réponses face à l'épidémie de Covid-19. Cette attitude, outre qu'elle traduit une évolution de la perception politique des questions de genre dans différentes parties de la région, reflète également un positionnement pragmatique sur toute une série de défis socioéconomiques. De ce point de vue, l'arrivée de cette terrible pandémie ouvre la voie à d'heureux changements, à tout le moins de la part des gouvernements les plus avant-gardistes de la région, qui se montrent résolus à adopter une approche plus globale et plus socialement responsable face à ce grave problème sociétal, et en matière de décision politique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abouzzohour, Yasmina, "The coronavirus will have wide-reaching impacts in the Maghreb", Brookings, 26 March 2020, <https://www.brookings.edu/opinions/brookings-experts-on-the-implications-of-covid-19-for-the-middle-east-and-north-africa/>
- Al-Ajlouni, Laith Fakhri, "Jordan's Battle with Coronavirus Is Yet To Start", ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Al-Arabiya, "Coronavirus: Iran investigating if COVID-19 was US biological attack, says official", 12 April 2020, <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2020/04/12/Coronavirus-Iran-investigating-if-COVID-19-was-US-biological-attack-says-official>
- Al-Arshani, Sarah, "The coronavirus could kill 100,000 people in Syria's embattled Idlib region, sped on by cramped, unhygienic camps and a lack of testing", Business Insider, April 2020, <https://www.businessinsider.com/syria-idlib-region-could-see-100000-dead-from-coronavirus-2020-4?r=US&IR=T>
- Al-Jaffal, Omar, "Implementation of curfew to fight COVID-19 proves difficult in Iraq", Al-Monitor, March 2020, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/03/iraq-covid19-coronavirus-security.html>
- Al-Jaffal, Omar, "Coronavirus damages Iraqi economy with fall in tourism, oil prices", AL-Monitor, March 2020, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/03/iraq-economy-coronavirus-tourism.html>
- Al-Jazeera, "Cemeteries overflow in Aden as COVID-19 deaths spike in Yemen," 25 May 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/05/cemeteries-overflow-aden-covid-19-deaths-spike-yemen-200525064212684.html>
- Al-Jazeera, "Coronavirus 'disaster in the making' in war-torn Syria", April 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/coronavirus-disaster-making-war-torn-syria-200413072258750.html>
- Al-Jazeera, "Libya: Military leaders resume UN-sponsored talks," 19 October 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/10/19/libya-military-leaders-resume-un-sponsored-talks>
- Al-Jazeera, "Pilgrims return to Mecca as Saudi Arabia eases COVID restrictions", 4 October, 2020 <https://www.aljazeera.com/news/2020/10/4/pilgrims-return-to-mecca-as-saudi-eases-virus-restrictions>
- Al-Jazeera, "Syria's divisions damage efforts to mobilise against coronavirus", 20 April 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/syria-divisions-damage-efforts-mobilise-coronavirus-200420103328229.html>
- Al-Khalidi, Suleiman, "Jordan announces record daily new COVID-19 cases", Reuters 21 October 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-jordan-surge/jordan-announces-record-daily-new-covid-19-cases-idUSKBN27637Y>
- Al-Tamimi, Naser, "GCC economies to struggle after oil prices "go corona", Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 7 April 2020, [https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispi\\_dossier\\_menavscovid19.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispi_dossier_menavscovid19.pdf)
- Al Yousef, Mohammad, "Ramadan Adapts to the Pandemic in the Gulf", The Arab Gulf States Institute in Washington, 6 May 2020, <https://agsiw.org/ramadan-adapts-to-the-pandemic-in-the-gulf/>
- Arwa, Ibrahim, "'Fake news' spreads around coronavirus treatments in Iraq", AlJazeera, March 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/03/news-spreads-coronavirus-treatments-iraq-200325175421561.html>
- Ali, Rozina, "The Iraq War Paved the Way for Coronavirus Catastrophe", Foreign Affairs, April 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2020-04-23/iraq-war-paved-way-coronaviruscatastrophe>
- Alterman, Jon B., "Add coronavirus to other crises, and the Middle East faces a catastrophe", The Hill, 22 March, 2020,

[https://thehill.com/opinion/international/488843-add-coronavirus-to-other-crises-and-the-middle-east-faces-a-catastrophe?utm\\_source=Members&utm\\_campaign=04a7748830-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_07\\_25\\_12\\_40\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e842221dc2-04a7748830-137696637](https://thehill.com/opinion/international/488843-add-coronavirus-to-other-crises-and-the-middle-east-faces-a-catastrophe?utm_source=Members&utm_campaign=04a7748830-EMAIL_CAMPAIGN_2019_07_25_12_40_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_e842221dc2-04a7748830-137696637)

Alterman, Jon, B, "The Middle East's Challenges Aren't Just Combatting the Virus," CSIS Comments, April 28, 2020, [https://www.csis.org/analysis/middle-east-challenges-arent-just-combatting-virus?utm\\_source=Members&utm\\_campaign=30b1f629d2-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_07\\_25\\_12\\_40\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e842221dc2-30b1f629d2-137696637](https://www.csis.org/analysis/middle-east-challenges-arent-just-combatting-virus?utm_source=Members&utm_campaign=30b1f629d2-EMAIL_CAMPAIGN_2019_07_25_12_40_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_e842221dc2-30b1f629d2-137696637)

Amira-Fernandez, Haizam, "Coronavirus in Arab countries: passing storm, opportunity for change or regional catastrophe?", Elcano Royal Institute, 6 April 2020, [http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/riecano\\_en/contenido?WCM\\_GLOBAL\\_CONTEXT=/elcano/elcano\\_in/zonas\\_in/ari37-2020-coronavirus-in-arab-countries-passing-storm-opportunity-for-change-or-regional-catastrophe](http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/riecano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari37-2020-coronavirus-in-arab-countries-passing-storm-opportunity-for-change-or-regional-catastrophe)

Amirah-Fernández, Haizam, "Coronavirus in Arab countries: passing storm, opportunity for change or regional catastrophe?", The Elcano Royal Institute, 6 April 2020, [http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/riecano\\_en/contenido?WCM\\_GLOBAL\\_CONTEXT=/elcano/elcano\\_in/zonas\\_in/ari37-2020-coronavirus-in-arab-countries-passing-storm-opportunity-for-change-or-regional-catastrophe](http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/riecano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari37-2020-coronavirus-in-arab-countries-passing-storm-opportunity-for-change-or-regional-catastrophe)

Anadolu Agency, "Palestine confirms 7 coronavirus cases in Bethlehem", 5 March 2020, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/palestine-confirms-7-coronavirus-cases-in-bethlehem-/1756291>

AP News, "Morocco faces down COVID spread with tough rules," 27 September 2020, <https://apnews.com/article/virus-outbreak-africa-casablanca-rabat-north-africa-7bd458dbffb7b1d82cb110c9223f5a6f>

Ar dovini, Lucia, "COVID-19 in Egypt: Global pandemics in times of authoritarianism" ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>

Associated Press, "Libyan factions sign countrywide UN-brokered cease-fire", 23 October 2020, <https://apnews.com/article/africa-geneva-libya-north-africa-united-nations-a62b80ad7c52f984c8e3930c947116c6>

Augustine, Babu Das, "GCC to lose \$270 billion in oil revenues in 2020, says IMF", Gulf News, 13 July, 2020, <https://gulfnews.com/business/gcc-to-lose-270-billion-in-oil-revenues-in-2020-says-imf-1.1594640168553>

Awadala, Nadine, "Egyptians struggle to return to work even as lockdown lifts," Reuters, 20 July 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-egypt-jobs-idUSKCN24L1X7>

Azhari, Timour, "Lebanon's COVID-19 surge: What went wrong?", Aljazeera, 8 October, 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/10/8/lebanons-covid-surge-what-went-wrong-and-what-to-do>

Banque mondiale, MENA Crisis Tracker – 10/6/2020, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/280131589922657376/pdf/MENA-Crisis-Tracker.pdf> Bateman, Tom, "Coronavirus: Israel turns surveillance tools on itself",

Banque mondiale, "Coping with a Dual Shock: COVID-19 and Oil Prices", 14 avril 2020, <https://www.worldbank.org/en/region/mena/brief/coping-with-a-dual-shock-coronavirus-covid-19-and-oil-prices>

Banque mondiale, "The Cost of Gender Inequality: Unrealised Potential: The High Cost of Gender Inequality in Earnings", 30 mai 2018 <https://www.worldbank.org/en/topic/gender/publication/unrealized-potential-the-high-cost-of-gender-inequality-in-earnings>

Banque mondiale, "Palestinian Territories' Economic Update", 16 avril 2020, <https://www.worldbank.org/en/country/westbankandgaza/publication/economic-update-april-2020>

- Banque mondiale, "Palestinian Territories Update", octobre 2020, <http://pubdocs.worldbank.org/en/887141603047349535/pdf/13-mpo-am20-palestinian-territories-pse-kcm.pdf>
- BBC, 5 May 2020, "IS militants step up attacks on Iraqi security forces", <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-52535842>
- BBC, 11 May 2020, <https://www.bbc.com/news/amp/world-middle-east-52579475>
- BBC, 25, September 2020, "Coronavirus: Israel tightens second lockdown amid acrimony", <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-54278293>
- Bordoff, Jason, "The 2020 Oil Crash's unlikely winner: Saudi Arabia", Foreign Policy, 5 May 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/05/05/2020-oil-crash-winner-saudi-arabia/>
- Bowen, Jeremy "Coronavirus stokes Middle East boiling points", BBC, May 2020, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-52493608>
- Brookings, "GCC News Roundup: Saudi Arabia, UAE, Qatar, Kuwait implement new economic measures", 5 May 2020, <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2020/05/05/gcc-news-roundup-gcc-countries-cut-oil-production-saudi-arabia-uae-qatar-kuwait-implement-new-economic-measures-1-30-april/>
- Carpi, Estella, "The COVID-19 among MENA Refugees: A Great Humanitarian Concern, in Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, The MENA Region vs COVID-19:One Challenge,Common Strategies?, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 April 2020, [https://www.ispionline.it/sites/default/files/publicazioni/ispi\\_dossier\\_menavscovid19.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/publicazioni/ispi_dossier_menavscovid19.pdf)
- CGTN, "COVID-19 Global Roundup: Expatriate exodus in Gulf countries", 8 May 2020, <https://news.cgtn.com/news/2020-05-08/COVID-19-Global-Roundup-Expatriate-exodus-in-Gulf-countries-Qkabps4nYs/index.html>
- CGTN, "Tunisia to ban gatherings, cut public-sector work hours due to pandemic", 5 October 2020, <https://newsaf.cgtn.com/news/2020-10-05/COVID-19-Tunisia-to-ban-gatherings-cut-public-sector-work-hours-Ukea2mecJW/index.html>
- Chehayeb, Kareem and Abby Sewell, "How COVID-19 is limiting healthcare access for refugees in Lebanon", The New Humanitarian, 21 April 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/04/21/Lebanon-coronavirus-refugee-healthcare>
- Chitwood, Ken, "Hajj cancellation wouldn't be the first - plague, war and politics disrupted pilgrimages long before coronavirus", The Conversation, 27 February 2020, <https://theconversation.com/hajj-cancellation-wouldnt-be-the-first-plague-war-and-politics-disrupted-pilgrimages-long-before-coronavirus-135900>
- Chulov, Martin, "Aid agencies warn of Covid-19 crisis in refugee camps as winter approaches" The Guardian, 23 September, 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/sep/23/aid-agencies-warn-of-covid-19-crisis-in-refugee-camps-as-winter-approaches>
- Claes, Thomas, "COVID-19 in Libya: the virus provides cover for escalation", Friedrich Ebert Stiftung, 17 April 2020, <https://www.fes-mena.org/blog/e/covid-19-in-libya-the-virus-provides-cover-for-escalation/>
- Clarke, Colin and Ariane Tabatabai, "Why Iran is still attacking American troops during the pandemic", Vox, 22 April 2020, <https://www.vox.com/world/2020/4/22/21229509/coronavirus-iran-covid-19-attacks-us-troops-iraq>
- Crisis Group Middle East, "The Gaza Strip and COVID-19: Preparing for the Worst", International Crisis Group, 1 April 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/b075-the-gaza-strip-and-covid-19.pdf>
- Cristou, Will and Ammar Hamou, "Update: Mapping the Coronavirus in Syria", Syria Direct, May 2020, at <https://syriadirect.org/news/mapping-coronavirus-in-syria-unofficial-cases-and-hot-spots/>
- Commission européenne, communiqué de presse, « La Commission publie des orientations sur l'octroi à la Syrie d'une aide humanitaire en lien avec la COVID-19, en dépit des sanctions », 12 mai 2020, [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_20\\_831](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_831)

- Cook, Steven A, "Russia is losing the oil war - and the Middle East", *Foreign Policy*, 9 April 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/09/russia-saudi-arabia-oil-price-war-middle-east/>
- Coville, Thierry, "Between American sanctions and the COVID-19 pandemic, where is Iran?", *IRIS*, 21 Mars 2020, <https://www.iris-france.org/145533-between-american-sanctions-and-the-covid-19-pandemic-where-is-iran/>
- Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, *The MENA Region vs COVID-19: One Challenge, Common Strategies?*, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 April 2020, [https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp\\_i\\_dossier\\_menavscovid19.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf)
- Dadouch, Sarah, "Unrest escalates in Lebanon as currency collapses and prospect of hunger grows", *The Washington Post*, 28 April 2020, [https://www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/unrest-escalates-in-lebanon-as-currency-collapses-and-prospect-of-hunger-grows/2020/04/28/9d17f512-8897-11ea-80df-d24b35a568ae\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/unrest-escalates-in-lebanon-as-currency-collapses-and-prospect-of-hunger-grows/2020/04/28/9d17f512-8897-11ea-80df-d24b35a568ae_story.html)
- Dworkin, Anthony and Tarek Megerisi. "North Africa", Council on Foreign Relations, 19 March 2020, [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_infected\\_the\\_impact\\_of\\_the\\_coronavirus\\_on\\_the\\_middle\\_east\\_and\\_no](https://www.ecfr.eu/article/commentary_infected_the_impact_of_the_coronavirus_on_the_middle_east_and_no)
- The Economist*, "Sickly state: Iran has led its covid-19 outbreak get out of hand", 12 March 2020, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/03/12/iran-has-let-its-covid-19-outbreak-get-out-of-hand>
- El-Halabi, Bachar, "Between Famine and a Pandemic: Lebanon Is a Ticking Time Bomb", *ISPI Dossier*, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Estella Carpi, "The COVID-19 among MENA Refugees: A Great Humanitarian Concern, in Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, *The MENA Region vs COVID-19: One Challenge, Common Strategies?*, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 April 2020, [https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp\\_i\\_dossier\\_menavscovid19.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf)
- Egypt Independent, "Egypt eases coronavirus lockdown to gradually return life to normal," 27 June 2020, <https://egyptindependent.com/egypt-eases-coronavirus-lockdown-to-gradually-return-life-to-normal/>
- ESCWA (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia), "New ESCWA brief: 8.3 million people will fall into poverty in the Arab region due to COVID-19", 1 April 2020, <https://www.unescwa.org/news/new-escwa-brief-83-million-people-will-fall-poverty-arab-region-due-covid-19>
- Fassihi, Farnaz, "Power Struggle Hampers Iran's Coronavirus Response", *The New York Times*, 13 April 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/17/world/middleeast/coronavirus-iran-rouhani.html>
- Feldstein, Steven, "What Democracy Will Fall Next", *Foreign Policy*, 7 May 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/05/07/democracy-pandemic-coronavirus-hungary-populism/>
- FMI, octobre 2020, "Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia," <https://www.imf.org/en/Publications/REO/Issues/2020/10/16/Regional-Economic-Outlook-October-2020-Middle-East-and-Central-Asia-49793>
- FMI, communiqué de presse, "IMF Executive Board Approves US\$ 396 Million in Emergency Assistance to Jordan to Address the COVID-19 Pandemic", 21 May 2020, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/05/21/pr20222-jordan-imf-executive-board-approves-emergency-assistance-to-address-the-covid-19-pandemic>
- Foreign, Commonwealth & Development Office, "Joint Statement on ceasefire in Libya," 30 October 2020, <https://www.gov.uk/government/news/joint-statement-on-ceasefire-in-libya>
- Geranmayeh, Ellie, "Iran", Council on Foreign Relations, 19 March 2020, [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_infected\\_the\\_impact\\_of\\_the\\_coronavirus\\_on\\_the\\_middle\\_east\\_and\\_no](https://www.ecfr.eu/article/commentary_infected_the_impact_of_the_coronavirus_on_the_middle_east_and_no),

- Ghebreyesus, Tedros Adhanom, WHO Secretary General, Speech to Munich Security Conference, February 2020, <https://www.who.int/dg/speeches/detail/munich-security-conference>
- Giampaolo, Mattia “Libya and coronavirus: what are the political and health risks?”, ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Grande, Lisa, “Crisis and Survival Amidst Covid19 in Yemen, Lecture, Center for Strategic and International Studies, 27 April 2020, [https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/200429\\_Lise\\_Grande\\_Event\\_Transcript.pdf?a5cRTBO2TM1x.s0IHQRVxQ4QIPOxS7wL](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/200429_Lise_Grande_Event_Transcript.pdf?a5cRTBO2TM1x.s0IHQRVxQ4QIPOxS7wL)
- Guetat, Meriem, “Tunisia and coronavirus: the reality of a poor governance”, ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Halbfinger, David and Isabel Kreshner, “Netanyahu’s Bold Moves: Fighting a Virus or Risking Democracy?”, The New York Times, 19 March 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/18/world/middleeast/israel-virus-netanyahu.html>
- Halbfinger, David M., “Netanyahu Drops Troubled Annexation Plan for Diplomatic Gain”, The New York Times, 13 August 2020 <https://www.nytimes.com/2020/08/13/world/middleeast/israel-uae-annexation.html?action=click&module=Top%20Stories&pgtype=Homepage>
- Hamaizia, Adel, “Algeria’s perfect storm: COVID-19 and its fallout”, Chatham House, 6 May 2020, <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/algeria-s-perfect-storm-covid-19-and-its-fallout>
- Harb, Imad K, “Two Unwelcome repercussions of the Coronavirus in the Gulf Cooperation Council”, Arab Center Washington DC, 24 March 2020, [http://arabcenterdc.org/policy\\_analyses/the-coronavirus-pandemic-and-the-arab-world-impact-politics-and-mitigation/#\\_ftn5](http://arabcenterdc.org/policy_analyses/the-coronavirus-pandemic-and-the-arab-world-impact-politics-and-mitigation/#_ftn5)
- HCR (haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés), “MENA COVID-19 Situation Update and Response” (March-August 2020) <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/79238>
- Human Rights Watch*, “Syria: Aid Restrictions Hinder COVID-19 Response UN Should Reauthorize Assistance from Iraq; Damascus Should Allow Passage”, 28 April 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/04/28/syria-aid-restrictions-hinder-covid-19-response>
- Human Rights Watch*, 22 May 2020, “Yemen: Displaced at Heightened COVID-19 Risk”, <https://www.hrw.org/news/2020/05/22/yemen-displaced-heightened-covid-19-risk>
- Husseini, Ibrahim, “Coronavirus cases surge in occupied West Bank”, Al Jazeera, 31 July 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/7/31/coronavirus-cases-surge-in-occupied-west-bank>
- i24 News*, “Report: Israel leads world in highest daily COVID-19 infection rate per capita”, 5 September, 2020 <https://www.i24news.tv/en/news/israel/1599292540-report-israel-leads-world-in-highest-daily-covid-19-infection-rate-per-capita>
- Iddon, Paul “Coronavirus outbreak compounds Iraq’s perfect storm of crises”, Arab News, March 2020, <https://www.arabnews.com/node/1649506/middle-east>
- Imbert, Louis, “Gaza démonie faces à l’imminence de l’épidémie”, Le Monde, 27 March 2020, [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/27/gaza-demonie-face-a-l-imminence-de-l-epidemie\\_6034631\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/27/gaza-demonie-face-a-l-imminence-de-l-epidemie_6034631_3210.html)
- Johns Hopkins Corona Resource Center, <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>
- Joseph, Edward P. and Wolfgang Puztai, “The coronavirus could heal Libya”, Foreign Policy, 7 April 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/07/coronavirus-libya-civil-war-pandemic/>
- Kahalzadeh, Hadi, “Sanctions make the coronavirus more deadly” Foreign Affairs, 2 April 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2020-04-02/sanctions-make-coronavirus-more-deadly>
- Khalidi, Raja, “The COVID-19 Pandemic and the Palestinian Economy”, This week in Palestine, May 2020, <https://www.thisweekinpalestine.com/the-covid-19-pandemic-and-the-palestinian-economy/>

- Kimani, Alex, "Gulf Nations Are Desperate For Higher Oil Prices", Oilprice.com, 27 September, 2020, <https://oilprice.com/Energy/Oil-Prices/Gulf-Nations-Are-Desperate-For-Higher-Oil-Prices.html>
- Kozhanov, Nikolay, "Can Saudi Arabia win the oil price war?", The Middle East Institute, 8 April 2020, <https://www.mei.edu/publications/can-saudi-arabia-win-oil-price-war>
- Kramer, Michal, "When the Coronavirus Crisis Turns into a Crisis of Democracy", Verfassungsblog on Constitutional Matters, 26 March 2020, <https://verfassungsblog.de/when-the-coronavirus-crisis-turns-into-a-crisis-of-democracy/>
- Kumar, Krishna B., "Crisis Beyond the Crises: MENA's Youth Unemployment Problem", Rand, Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development, Number 16 (Spring 2020), [https://www.rand.org/pubs/external\\_publications/EP68244.html](https://www.rand.org/pubs/external_publications/EP68244.html)
- Lovatt, Hugh, "Israel's West Bank annexation: Preparing EU policy for the day after", European Council on Foreign Relations (ECFR), 14 May 2020, [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_israels\\_west\\_bank\\_annexation\\_preparing\\_eu\\_policy\\_for\\_the\\_day\\_aft](https://www.ecfr.eu/article/commentary_israels_west_bank_annexation_preparing_eu_policy_for_the_day_aft)
- Lovatt, Hugh, "Defeating COVID-19 in Gaza: Is it enough?", European Center on Foreign Relations (ECFR), 7 April 2020, [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_defeating\\_covid\\_19\\_in\\_gaza\\_is\\_it\\_enough1](https://www.ecfr.eu/article/commentary_defeating_covid_19_in_gaza_is_it_enough1)
- Loveluck, Louisa, and Mustafa Salim, "ISIS exploits Iraq's coronavirus lockdown to step up attacks", The Washington Post, 8 May 2020, [https://www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/isis-exploits-iraqs-coronavirus-lockdowns-to-step-up-attacks/2020/05/07/1513edee-8f98-11ea-9322-a29e75effc93\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/isis-exploits-iraqs-coronavirus-lockdowns-to-step-up-attacks/2020/05/07/1513edee-8f98-11ea-9322-a29e75effc93_story.html)
- Loveluck, Louisa, and Mustafa Salim, "Iraq's economy is collapsing under the double blow of sinking oil prices and coronavirus lockdown", The Washington Post, 4 May 2020, [https://www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/iraqs-economy-is-collapsing-under-the-double-blow-of-sinking-oil-prices-and-coronavirus-lockdown/2020/05/04/61b26a3e-8897-11ea-80df-d24b35a568ae\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/iraqs-economy-is-collapsing-under-the-double-blow-of-sinking-oil-prices-and-coronavirus-lockdown/2020/05/04/61b26a3e-8897-11ea-80df-d24b35a568ae_story.html)
- Lubell, Maayan, Tova Cohen, and Steven Scheer, "Israel's second lockdown carries a hefty economic price", Reuters, 7 October 2020, <https://uk.reuters.com/article/us-health-coronavirus-israel-economy-ana/israels-second-lockdown-carries-a-hefty-economic-price-idUSKBN26T2WO>
- Martini, Lorena Stella, "Coronavirus in Morocco: The Kingdom's forward looking strategy", ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- MEMO, "63 doctors die of COVID-19 in Yemen", 3 October, 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20201003-63-doctors-die-of-covid-19-in-yemen/>
- MEMO, Middle East Monitor, "ESCWA warns of decline in foreign investment in MENA due to COVID-19," 24 April 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20200424-escwa-warns-of-decline-in-foreign-investment-in-mena-due-to-covid-19/>
- MEMO, Middle East Monitor, "ESCWA \$42 billion decline expected in Arab countries' GDP due to COVID-19," 19 March 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20200319-escwa-42bn-decline-expected-in-arab-countries-gdp-due-to-covid-19/>
- MEMO, Middle East Monitor, "The MENA region records highest youth unemployment rate in the world", 12 September 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20200812-mena-highest-youth-unemployment/>
- Mezran, Karim, et. al., "The coronavirus crisis highlights the unique challenges of North African countries", Atlantic Council, 30 March 2020, <https://atlanticcouncil.org/blogs/menasource/the-coronavirus-crisis-highlights-the-unique-challenges-of-north-african-countries/>
- Michaelson, Ruth, "'It's a disaster': Egypt's doctors plead for more PPE and testing" The Guardian, 21 May 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/may/21/egypt-doctors-ppe-testing-coronavirus>



- Middle East Monitor*, “Egypt: Prime Minister warns of full Covid-19 lockdown,” 3 November 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20201103-egypt-prime-minister-warns-of-full-covid-19-lockdown/>
- Mitchell, Gabriel, “A very Israeli Pandemic response”, Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 7 April 2020, [https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispi\\_dossier\\_menavscovid19.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispi_dossier_menavscovid19.pdf)
- Mitnick, Joshua, “How the Coronavirus Saved Netanyahu’s Political Career”, *Foreign Policy*, 21 April 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/21/coronavirus-saved-netanyahu-political-career-israel-pandemic-corruption/>
- Mounzer, Lina “Lebanon Is Exhausted,” *New York Times*, 3 August, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/08/03/opinion/lebanon-coronavirus-economy.html?action=click&module=Opinion&pgtype=Homepage>
- Observatoire euro-méditerranéen pour les droits de l’homme, “Dead Zone: New report documents breakdown of life in Gaza during 14 years of blockade,” 28 January 2020, <https://euromedmonitor.org/en/article/3340/Dead-Zone:-New-report-documents-breakdown-of-life-in-Gaza-during-14-years-of-blockade>
- OCDE, “COVID 19- Crisis Response in MENA Countries”, OECD Series on Tackling Coronavirus: Contributing to a global effort, 20 April 2020, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129\\_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries)
- OCDE, “COVID-19 crisis response in MENA countries”, 29 April 2020, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129\\_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries)
- OCDE, “COVID-19 crisis in the MENA region: impact on gender equality and policy responses”, OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) 10 June 2020 <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-in-the-mena-region-impact-on-gender-equality-and-policy-responses-ee4cd4f4/>
- OCDE, “Israel: keep supporting households and firms, and accelerate structural reforms to spur recovery from COVID-19”, 23 September 2020 <http://www.oecd.org/economy/israel-keep-supporting-households-and-firms-and-accelerate-structural-reforms-to-spur-recovery-from-covid-19.htm>
- OCHA, Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, “Humanitarian Impact of Settlements”, <https://www.ochaopt.org/theme/humanitarian-impact-of-settlements>
- OCHA, “COVID-19 Emergency Situation Report 6 (21 – 28 April 2020)”, 28 April 2020, <https://www.ochaopt.org/content/covid-19-emergency-situation-report-6>
- OMS (Organisation mondiale de la santé), “WHO alarmed over rapidly escalating rates of COVID-19 in Libya,” 3 September 2020, <https://reliefweb.int/report/libya/who-alarmed-over-rapidly-escalating-rates-covid-19-libya>
- OMS, Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard, 21 October, 2020, <https://covid19.who.int/table>
- ONU/OMS, COVID-19 Update 17, <https://www.un.org/unispal/document/coronavirus-disease-2019-covid-19-who-update-17/>
- ONU Info, 23 April 2020, “Common coronavirus enemy, forges some Palestine-Israel cooperation, but West Bank annexation looms,” <https://news.un.org/en/story/2020/04/1062452>
- ONU Info, 28 March 2020, “COVID-19: UN envoy hails strong Israel-Palestine cooperation”, <https://news.un.org/en/story/2020/03/1060572>
- ONU Info, 26 October 2020 “Libya ceasefire: UN relaunches inclusive political forum, amid growing ‘sense of hope’”, <https://news.un.org/en/story/2020/10/1076122>
- ONU, Policy Brief: “The Impact of COVID-19 on the Arab Region An Opportunity to build Back Better”, JULY 2020, [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_covid-19\\_and\\_arab\\_states\\_english\\_version\\_july\\_2020.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_covid-19_and_arab_states_english_version_july_2020.pdf)
- OTAN, “Iraq requests international assistance in the fight against COVID-19”, 22 May 2020, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_175940.html](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_175940.html)

- OTAN, "Coronavirus response: Turkey delivers critical aid to Iraq", 2 July 2020, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_177042.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_177042.htm)
- OTAN, "Coronavirus response: Poland delivers additional medical assistance to Iraq", 6 July 2020, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_177062.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_177062.htm)
- OTAN, "Coronavirus response: Spain delivers critical medical aid to Iraq", 27 July 2020, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_177438.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_177438.htm)
- OTAN, "Tunisia requests international assistance in their response to COVID-19", 6 May 2020, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_175635.htm?](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_175635.htm?)
- Perteghella, Annalisa, "Coronavirus: time for health diplomacy with Iran" ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Rahman, Oman, "COVID-19 could reinforce anti-democratic slides in Israel-Palestine", Brookings, 26 March 2020, <https://www.brookings.edu/opinions/brookings-experts-on-the-implications-of-covid-19-for-the-middle-east-and-north-africa/>
- RFE/ RL, "EU Monitors See Coordinated COVID-19 Disinformation Effort By Iran, Russia, China, 22 April 2020", <https://www.rferl.org/a/eu-monitors-sees-coordinated-covid-19-disinformation-effort-by-iran-russia-china/30570938.html>
- Roggero, Caterina, "Algeria: coronavirus' effects on a nation in turmoil", ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- SEAE (service européen pour l'action extérieure), Bureau du représentant de l'UE (Cisjordanie et Gaza), "The European Union supports the Palestinians with an assistance package of around €71 million in response to the coronavirus pandemic", 9 avril 2020, [https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/77422/european-union-supports-palestinians-assistance-package-around-%25E2%2582%25AC71-million-response\\_en](https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/77422/european-union-supports-palestinians-assistance-package-around-%25E2%2582%25AC71-million-response_en)
- Shama, Nael M., "In Egypt, the Coronavirus poses a political threat", Foreign Policy, 30 April 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/30/egypt-sisi-coronavirus-political-threat/>
- Sherlock, Ruth, "Migrants Are Among The Worst Hit By COVID-19 In Saudi Arabia And Gulf Countries", NPR, 5 May 2020, <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/05/05/850542938/migrants-are-among-the-worst-hit-by-covid-19-in-saudi-arabia-and-gulf-countries?t=1589286362603>
- Sherwood, Harriet, "Gaza confirms first coronavirus cases as West Bank shuts down", The Guardian, 22 March 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/22/gaza-confirms-first-coronavirus-cases-as-west-bank-shuts-down>
- Sievers, Marc, "Oman's handling of the coronavirus", Atlantic Council, 12 January 2020, <https://atlanticcouncil.org/blogs/menasource/omans-handling-of-the-coronavirus/>
- Simpson, Ruth, "COVID-19: Seven trends that will shape peacebuilding in Lebanon", International Alert, 9 April 2020, <https://www.international-alert.org/ru/blogs/covid-19-7-trends-will-shape-peacebuilding-lebanon>
- Singh, Manjari, "Jordan after COVID-19: From Crisis Adjustment to Crisis Management", Washington Institute, 15 April 2020, <https://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/Jordan-response-COVID19-pandemic-Middle-East>
- Svensson, Birgit "Working under the coronavirus curfew in Baghdad", March 2020, <https://en.qantara.de/content/covid-19-in-iraq-working-under-the-coronavirus-curfew-in-baghdad>
- Talbot, Valeria, "COVID-19 in MENA: Toward a Shift in the Regional Balance of Power in Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, The MENA Region vs COVID-19:One Challenge,Common Strategies?, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 April 2020, [https://www.ispionline.it/sites/default/files/publicazioni/isp\\_i\\_dossier\\_menavscovid19.pdf](https://www.ispionline.it/sites/default/files/publicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf)
- Tass, "Iranian revolutionary guard chief claims coronavirus may be a US biological weapon," 5 March 2020, <https://tass.com/world/1127137>

- Tzoreff, Yohanan and Kobi Michael, "The Corona Pandemic and the Palestinian Arena: Significance for Israel", The Institute for National Security Studies (INSS), 6 April 2020, <https://www.inss.org.il/publication/coronavirus-gaza-and-the-west-bank/>
- U.S. Energy Information Administration, "Crude oil prices were generally lower in 2019 than in 2018", Today in Energy, 7 January 2020, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=42415#:~:text=The%20price%20of%20Brent%20crude,b%20lower%20than%20in%202018> .
- Wemer, David A., "Saudi Arabia and Russia feud over coronavirus oil response: Will everyone lose?", Atlantic Council, 9 March 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/saudi-arabia-and-russia-feud-over-coronavirus-oil-response-will-everyone-lose/>
- Worldometer, Algeria, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/algeria/>
- Worldometer, Egypt, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/egypt/>
- Worldometer, Iraq, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/iraq/>
- Worldometer, Iran, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/iran/>
- Worldometer, Israel Israel, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/israel>
- Worldometer, Jordan, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/jordan/>
- Worldometer, Lebanon, Wordometer, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/lebanon/>
- Worldometer-Morocco, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/morocco/>
- Worldometer-Saudi Arabia, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/saudi-arabia/>
- Worldometer, Syrie, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/syria/>
- Wordometer, Tunisia, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/tunisia/>
- Worldometer, Yemen, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/yemen/>
- World Vision*, " COVID-19 surge in Northwest Syria as cases multiply by 14 times in one month", October 2020, <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/covid-19-surge-northwest-syria-cases-multiply-14-times-one-month>
- Younes, Ali, "How Jordan is flattening its COVID-19 curve", Aljazeera, 22 April 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/jordan-flattening-covid-19-curve-200422112212466.html>
- Zimmt, Raz and Tomer Fadlon, "The impact of the coronavirus pandemic on the Iranian economy", INSS Insight, 7 April 2020, <https://www.inss.org.il/publication/coronavirus-and-iran-economy/>
-